

SPORE

Le magazine
du développement
agricole et rural
des pays ACP

<http://spore.cta.int>

N°155

OCTOBRE-NOVEMBRE 2011

INTERVIEW

Bernard Vallat, directeur
de l'Organisation mondiale
de la santé animale

AGROCARBURANTS

**Avantage
économique ?**

CHAMEAUX

La bosse du commerce

MÉDIAS RURAUX

**Nouvelles frontières,
nouvelle ère**



CTA

Partageons les connaissances au profit des communautés rurales



LEADER

N.m. (mot anglais)

1. Qui occupe la place principale.
2. Qui prend la tête d'un mouvement.



Distribué dans plus de 80 pays et lu, chaque semaine, par près de 800 000 personnes, Jeune Afrique est le premier hebdomadaire panafricain par sa diffusion et son audience.

www.jeuneafrique.com

JEUNE AFRIQUE

AGROCARBURANTS



Avantage économique ?

4

À LA UNE

BERNARD VALLAT



Vitale santé animale

12

INTERVIEW



MÉDIAS RURAUX

Nouvelles frontières, nouvelle ère

13

DOSSIER

4 | À la une

6 | Actualités

7 | Agriculture

8 | Élevage et pêche

9 | Environnement

10 | Recherche

11 | Entreprise et commerce

12 | Interview

13 | DOSSIER

Médias ruraux : nouvelles frontières, nouvelle ère

Plus proches des producteurs, les médias ruraux s'engagent à leurs côtés

17 | Point de vue

Marie-Pauline Voufo : le Web, formidable vivier de lecteurs

Grâce à Internet, *La Voix du Paysan* atteint désormais la sous-région et les jeunes Camerounais

18 | Reportage

Bénin : AIC-Infos, tout sur le coton

Au service de l'interprofession coton du Bénin, un bulletin s'est rendu indispensable

20 | Filière

Chameaux : la bosse du commerce

21 | Publications

25 | Agir avec le CTA

Éditorial

Agriculture et changement climatique



Le changement climatique aura des répercussions profondes sur l'agriculture. Une hausse de 2 °C des températures d'ici la fin du XXI^e siècle, scénario optimiste, modifiera radicalement les productions agricoles, avec des conséquences sur la sécurité alimentaire dans les pays ACP. Toutefois, l'agriculture contribue aussi significativement au changement climatique : elle est responsable de près d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre si on inclut la déforestation réalisée au profit des cultures et de l'élevage. Les agriculteurs doivent donc répondre à un triple défi : accroître la production alimentaire, adapter leurs productions au changement climatique et adopter des pratiques qui réduisent l'empreinte carbone de ces productions.

Jusqu'à présent, l'agriculture n'est pourtant pas au centre des débats internationaux sur le changement climatique. Il est donc vital qu'elle occupe une place privilégiée lors de la 17^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) prévue à Durban, Afrique du Sud.

Durant cette conférence, le CTA co-organisera, le 3 décembre 2011, la 3^e Journée de l'agriculture et du développement rural. Ce sera l'occasion de discuter avec des associations de producteurs, instituts de recherche, agences de développement et ONG de solutions intelligentes par rapport au changement climatique.

Aucun gouvernement n'adoptera des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre si elles compromettent la capacité du pays à s'alimenter. C'est une des raisons pour lesquelles l'agriculture doit figurer au cœur des négociations.

Michael Hailu
Directeur du CTA

SPORE est le magazine bimestriel du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Le CTA est régi par l'Accord de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne, et financé par l'UE. • CTA • Postbus 380 • 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas • Tél. : +31 317 467 100 • Fax : +31 317 460 067 • E-mail : cta@cta.int • Site Web : www.cta.int • **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION** : Michael Hailu • **COMITÉ DE RÉDACTION** : Thierry Doudet, Stéphane Gambier, Anne Legroscolard, Armelle Degrave, Isolina Boto, Vincent Fautrel, José Filipe Fonseca, Ibrahim Tiémogo • **MARKETING** : Thérèse Burke • **RÉDACTION** : Directrice de la rédaction : Marie-Agnès Leplaideur • Rédactrice en chef de la version française et coordinatrice : Anne Perrin • Syfia International, 20 rue du Carré-du-Roi, 34000 Montpellier, France • Rédactrice en chef de la version anglaise : Clare Pedrick • Via dello Spagna 18, 06049 Spoleto (PG), Italie • Rédacteur en chef de la version portugaise : João de Azevedo, Sítio Alportel 20 A, 8150-014 S, Brás de Alportel, Portugal • **CORRESPONDANTS** : ont participé à ce numéro N. Ackbarrally (Maurice), M. Andriatiana (Madagascar), T. Hyawe-Hinyi (République démocratique du Congo), G. Kamadi (Kenya), S. Maâzou (Niger), D. Mwaka Dimbi (RDC), E. Mukuli (RDC), F. Nangoli (Ouganda), A. Nekwa (RDC), C. Njeru (Kenya), F. Niyonagize (Rwanda), P. Onyango (Kenya), V. Prasad (Fidji), J. Saisonou (Bénin), M. Seck (Sénégal) et S. Van Bosch (Namibie) • **AUTRES CONTRIBUTEURS** : Atenao, J. Bodichon, J. Cessou, L. de Araújo, D. Manley, Tradcats et Trado Verso • **DESIGN ET MISE EN PAGE** : Intactile DESIGN, France • **IMPRESSION** : Pure Impression, France • © CTA 2011 – ISSN 1011-0054

AGROCARBURANTS

Avantage économique ?

Les agrocarburants de seconde génération pourraient créer de nouvelles opportunités de revenus et favoriser le développement rural sans concurrencer la production alimentaire. Mais, s'ils veulent profiter de ce secteur émergent, les pays ACP devront fournir davantage d'infrastructures et d'investissements.

Pendant un temps, ils ont semblé la réponse aux problèmes énergétiques du monde. Les agrocarburants de "première génération" – produits essentiellement à base de cultures vivrières – ont d'abord paru très prometteurs. Mais cet espoir s'est évanoui quand les chercheurs ont constaté qu'ils nuisaient à l'environnement et empiétaient sur la terre et l'eau destinées à la production alimentaire, limitant l'approvisionnement local et faisant grimper les prix.

L'attention s'est alors tournée vers les agrocarburants dits de "seconde génération". Il s'agissait d'accroître la production énergétique à partir d'un plus vaste éventail de végétaux. Ces nouveaux agrocombustibles sont tirés de résidus agricoles et d'espèces végétales invasives, mais aussi de plantes non alimentaires à haut rendement pouvant être cultivées sur des terres plus marginales ou dégradées. L'utilisation la plus courante de ces agrocarburants avancés concerne le transport, mais ils peuvent aussi alimenter des générateurs pour la production d'électricité.

Si la recherche et le développement dans ce domaine sont actuellement dominés par les pays industrialisés – la production commerciale devant débuter dans les prochaines années –, les pays en développement auront pourtant toute latitude pour jouer un rôle en la matière, pour peu qu'ils relèvent certains défis. D'après une étude de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les agrocombustibles assureront 26 % du carburant de transport en 2050 ; 90 % d'entre eux seront alors de seconde génération. Plus de la moitié des agrocarburants de seconde génération devraient être produits dans les pays non membres de l'OCDE. Les agrocarburants en cours de développement sont notamment à base de matières premières lignocellulosiques, telles que le bois, les graminées, les résidus sylvicoles et agricoles, et les algues.

La course à l'agroénergie

Certains pays ACP s'efforcent déjà de participer. Les Fidji ont identifié les sites de 23 usines d'agrocarburants, qui pourraient ouvrir d'ici 2013. Elles exploiteront le coprah, déjà utilisé par l'huilerie de l'île de Koro. L'entreprise sud-africaine Stellenbosch Biomass Technologies a acquis les droits pour commercialiser la technologie de production de l'éthanol cellulosique développée par Mascoma, société de biocarburants basée aux États-Unis. Cette technologie pourra ainsi être adaptée aux conditions propres à l'Afrique australe et à ses

végétaux. Toujours en Afrique du Sud, les scientifiques du Conseil pour la recherche scientifique et industrielle cultivent et récoltent des microalgues et ont commencé à développer des procédés de production d'agrocarburants.

Sans aucun doute, le potentiel est là. "Théoriquement, le continent [africain] pourrait remplacer sa demande de carburants fossiles de transport par des agrocarburants renouvelables et en rester exportateur net", explique Emile Van Zyl, de l'Université de Stellenbosch. Une étude de 2007 estime que, d'ici 2050, l'Afrique pourrait fournir un quart de l'agroénergie mondiale par le biais de ces technologies de seconde génération. Des experts brésiliens considèrent, eux, que le Sénégal pourrait produire 28 millions de litres d'éthanol par an d'ici 2013. Cela réduirait la dépendance du pays vis-à-vis des ►

Femmes du village de Boni (Burkina Faso) devant un moulin à grain équipé d'un moteur à l'huile de *Jatropha curcas*.



► carburants d'importation, et ce dans le cadre de son programme de développement agroénergétique sur cinq ans, dont on prévoit qu'il créera 100 000 emplois. La Stratégie 2007 d'agrocarburants industriels de l'Afrique du Sud prévoyait, elle, qu'une production annuelle de 400 millions de litres d'agrocombustibles générerait 25 000 nouveaux emplois. Une étude récente de l'AIE a établi qu'au Cameroun la production d'agrocarburants de seconde génération pourrait excéder la demande nationale en combustibles.

Ne pas gaspiller, pour ne pas manquer

D'après les experts, les résidus sylvicoles et agricoles devraient être les matières premières privilégiées au stade initial de la production, puisqu'ils sont déjà disponibles et ne requièrent pas de culture supplémentaire. Ainsi, les déchets de l'agriculture et de la sylviculture (paille, tiges, sciure et feuilles), ceux de la transformation (coques de noix, bagasse et sciure de canne à sucre) ou encore les déchets urbains organiques sont autant de sources potentielles. Les résidus restants peuvent être réutilisés, notamment comme fourrage, engrais biologique ou combustible pour la cuisson domestique. Actuellement, dans un certain nombre de pays ACP, les résidus et produits dérivés de l'agriculture propices à la production d'agrocarburants de seconde génération sont jetés, brûlés ou sous-exploités.

Certaines cultures énergétiques celluloseuses dédiées sont également prometteuses. Elles présentent des avantages majeurs en termes de viabilité environnementale par rapport aux cultures de première génération. Comparativement aux féculents riches en amidon et aux oléagineux traditionnels, elles génèrent une biomasse par hectare plus importante,

car la plante entière peut être transformée en combustible. Certaines plantes pérennes à croissance rapide comme les plantes ligneuses à rotation courte et les graminées peuvent pousser sur des sols pauvres et dégradés, peu propices aux cultures alimentaires du fait de l'érosion ou d'autres facteurs. Néanmoins, le pourghère (*Jatropha curcas*) – principale plante utilisée en Afrique pour produire des agrocarburants de nouvelle génération – a suscité une vive polémique, se voyant reprocher de détourner des terres agricoles de qualité et de nécessiter un entretien plus important qu'initialement prévu.

Une filière agrocarburants

D'importants défis restent à relever. Au Cameroun, comme dans beaucoup de pays ACP, le régime d'occupation des terres s'appuie sur la propriété collective et les droits fonciers restent flous. L'insuffisance de la R&D, la faiblesse des infrastructures et le manque de main-d'œuvre qualifiée sont autant d'obstacles supplémentaires. La biomasse cellulosique se broie plus difficilement que l'amidon, le sucre ou les oléagineux, aussi sa transformation en carburant liquide est-elle plus coûteuse. Un

autre aspect à ne pas négliger est l'influence cruciale qu'a la biomasse en décomposition sur la fertilité et la texture des sols ; des prélèvements excessifs à des fins agroénergétiques pourraient s'avérer néfastes.

Pour encourager la participation des petits exploitants à la production d'agrocarburants, des politiques publiques et un soutien de l'État sont nécessaires. Les efforts doivent porter sur les infrastructures, la recherche, le financement, l'information sur les marchés et le cadre juridique. Une filière agrocarburants doit être mise en place, avec la participation du secteur privé, pour superviser les récoltes et la transformation.

En outre, de plus amples recherches sont nécessaires pour s'assurer que les agrocarburants de seconde génération procureront un avantage économique aux pays en développement.

L'AIE préconise d'adopter une feuille de route mondiale pour le développement des technologies, d'évaluer l'impact de la production commerciale d'agrocarburants de seconde génération et d'améliorer les données sur les terres disponibles.

Dans l'intervalle, il importe de ne pas laisser les pays ACP à l'écart. D'ici la mise au point de nouvelles technologies viables sur le plan commercial et l'instauration d'un cadre macroéconomique adapté, des systèmes agroénergétiques de seconde génération peuvent exister à petite échelle et améliorer utilement la production agricole et l'offre énergétique. Parmi les pistes évoquées par l'AIE figurent une utilisation plus efficace de la bagasse en Tanzanie et l'exploitation des résidus de scieries au Cameroun pour la production de chaleur et d'électricité. ■



© D. Héroux/REA

Pour aller plus loin

AIE

Agence internationale de l'énergie

Sustainable Production of Second-Generation Biofuels: Potential and perspectives in major economies and developing countries
<http://tinyurl.com/ycby3z9>

CNUCED

Les enjeux liés au commerce des biocarburants
<http://tinyurl.com/3s78k8d>

FAO

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2008 – Les agrocarburants, perspectives, risques et opportunités
<http://tinyurl.com/3dwlcoz>
Bioenergy and Food Security (BEFS) Analytical Framework
<http://tinyurl.com/3zfduwk>

IIED

Institut international pour l'environnement et le développement
Bundles of energy: the case for renewable biomass energy
<http://tinyurl.com/3bs89e9>
Bearings for the Biomass Boom
<http://tinyurl.com/3kyaqy6>



CRISE ALIMENTAIRE

Répondre à l'urgence et penser le long terme

■ C'est la plus grave crise alimentaire en Afrique depuis 20 ans. La famine a été officiellement déclarée dans plusieurs régions de la Somalie, et des populations du Kenya, d'Éthiopie, de Djibouti, d'Ouganda, du Soudan et Sud-Soudan sont touchées. Annoncée depuis des mois, elle frappe 12 millions de personnes dans la Corne de l'Afrique. Sécheresse, conflits, envolée des prix alimentaires expliquent l'ampleur d'une crise accentuée par l'insuffisance des investissements agricoles dans la région et une gestion inadéquate des ressources naturelles. Mobilisée tardivement, la communauté internationale s'est réunie pour étudier les réponses à apporter et lance une approche sur deux fronts. Une intervention d'urgence est initiée pour délivrer un secours alimentaire aux milliers de réfugiés qui affluent dans des camps surpeuplés. Parallèlement, elle en appelle à un soutien à l'agriculture et l'élevage sur le long terme. Ce soutien passe par la restauration des terres dégradées, le renforcement de la santé animale, l'amélioration de la gestion de l'eau et le développement de l'irrigation.

<http://tinyurl.com/3rekqj6>

PESTICIDES

Les mineuses n'aiment pas le jaune

Des agriculteurs mauriciens aidés par l'ONG Pesticide Action Network utilisent des plaques en bois peintes couleur jaune citron et enduites de graisse transparente pour attirer les mineuses des feuilles. Ces ravageurs détruisaient une quantité importante de légumes. L'initiative permettrait de réduire de plus de 60 % l'utilisation de produits chimiques.



SÃO TOMÉ

Cacao équitable

La création d'une coopérative de commercialisation de cacao composée de 11 petites associations de producteurs des villages de la région d'Água Izé, São Tomé et Príncipe, a permis une augmentation significative de la production. "CECAQ-11" est passée de 50 à 600 tonnes de 2004 à 2010. La formation de cette coopérative est le résultat de plusieurs années de travail et de progrès, basées sur la qualité du produit – de variété *Criollo* – et sa transformation locale, plutôt que sur l'exportation de fèves de cacao brut. Grâce à l'adoption progressive de méthodes plus modernes de culture, de fermentation et de séchage, les producteurs ont obtenu de meilleurs rendements. Ils se sont aussi dispensés d'intermédiaires de commercialisation. Ils obtiennent aujourd'hui un prix environ cinq fois supérieur à celui reçu jusqu'alors. Pour atteindre ces résultats, la coopérative a bénéficié du soutien conjoint d'un programme des Nations unies et de l'organisation de commerce équitable Cafédirect, qui certifie le cacao "commerce équitable" et l'importe directement de la coopérative.

SAVOIR TRADITIONNEL

Contre la biopiraterie

■ En Namibie, les communautés indigènes contribuent à la rédaction du premier projet de loi sur l'accès aux ressources génétiques et au savoir traditionnel. La loi devrait être prête en fin d'année, pour permettre aux autorités de signer le Protocole de Nagoya, un cadre juridique international qui veille au partage plus équitable des ressources génétiques.

Cette législation vise à empêcher l'exploitation de ressources indigènes telles que la griffe du diable (*Harpagophytum*), une plante qu'utilise le peuple San pour soigner les rhumatismes et l'arthrite, ou le hoodia (*Hoodia gordonii*), qui sert de coupe-faim. Par le passé, les communautés namibiennes n'ont reçu qu'une faible compensation pour les produits fabriqués à partir de ces plantes. "Elles tireront avantage de ce projet si leurs savoirs traditionnels associés sont utilisés ou si ce sont elles qui, sur le plan juridique, fournissent directement la ressource en question", explique Pierre du Plessis, négociateur namibien du Protocole de Nagoya. Le projet de loi inclut une plateforme qui engage des juristes pour conseiller ces communautés afin de formuler des accords équitables.



Femme himba récoltant la myrrhe, utilisée pour fabriquer des parfums naturels (Namibie)

R&D

Partager l'information

Le Système d'information agricole mélanésien (MAIS) est une initiative régionale lancée récemment à destination des agences pour le développement et la recherche agricole en PNG, dans les îles Salomon et au Vanuatu. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Programme ACP pour la science et la technologie. MAIS, en ligne depuis juin, regroupe à l'heure actuelle 18 bibliothèques.



DÉVELOPPEMENT

OMD, An 10

Dix ans après leur lancement, des progrès significatifs ont été réalisés pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), mais beaucoup d'efforts sont encore nécessaires d'ici la date butoir de 2015, selon le dernier rapport des Nations unies sur les OMD publié en juillet. Selon Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, "Pour atteindre les objectifs, une croissance économique inclusive et équitable est nécessaire, une croissance qui touche tout le monde et permet à tous, et en particulier à ceux qui sont pauvres et marginalisés, de profiter des opportunités économiques".

<http://tinyurl.com/3sy3lxl>



TRANSFORMATION

Du manioc à valeur ajoutée

Centré sur les villages, un projet aide 30 000 petits exploitants au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie à augmenter leurs revenus en transformant le manioc. Le

Projet de transformation du manioc au village (CVPP) qu'ont lancé l'Alliance pour une révolution verte en Afrique et Farm Concern International s'appuie sur le modèle suivant : un huitième des produits de chaque parcelle sert à la consommation des ménages, tandis que le reste est transformé à des fins de production industrielle. Les collectivités locales ont mis en place, au niveau des villages, 120 unités de transformation. Il s'agit de donner aux agriculteurs les moyens de s'engager dans la production commerciale et la semi-transformation du manioc pour le vendre aux fabricants d'aliments pour le bétail.

VILLAGES FRUITIERS

Fruits sauvages domestiqués

■ Pour accroître l'exploitation, la consommation et la commercialisation des fruits forestiers, l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA) a initié le projet de "villages fruitiers". Il s'agit pour l'institut de procéder à des recherches pour améliorer la qualité de fruits dits "sauvages" et répondre à la demande des villageois qui les consomment habituellement. En partenariat avec ces villages, les chercheurs de l'ISRA ont pu domestiquer ces fruits. Ils ont, par exemple, amélioré la pomme de jujube (*Zizyphus mauritania*) en augmentant sa taille et en la rendant plus savoureuse, raccourci le cycle de fructification du tamarinier (*Tamarindus indicas*) de 15 à 4 ans, du madd (*Saba senegalensis*) de 5 à 2 ans, etc. Selon Ibrahima Thomas, ingénieur au Centre national de recherche forestière (CNRF) de l'ISRA, le jujube domestiqué est vendu aujourd'hui jusqu'à 1 500 FCFA le kilo (2,5 euros environ) sur les marchés de Dakar. Formés aux techniques de reboisement, les villageois participent à la vulgarisation et la domestication de ces fruits. Macoumba Diouf, directeur général de l'ISRA, informe qu'étant donné son succès auprès des populations rurales, ce projet de villages fruitiers est transféré aux services des Eaux et Forêts du Sénégal.

Pomme de jujube (*Zizyphus mauritania*) améliorée



NOIX DE CAJOU

Le temps de la relance

■ L'Ouganda relance son secteur de la noix de cajou (*Anacardium occidentale*), affaibli par des années d'abandon. Un projet pilote est mené dans les sous-régions de Teso et de Lango, où les chercheurs ont multiplié 200 000 plants et réhabilité 100 000 arbres mal entretenus. Mis en œuvre par l'Institut national de recherche sur les ressources forestières (NaFORRI) et le Fonds commun pour les produits de base (CFC), il prévoit de cultiver à la fois des variétés traditionnelles et améliorées.

Un producteur de Kumi (Ouganda) montre des noix de cajou grillées et emballées, prêtes à être vendues dans les supermarchés locaux.

CULTURE INTERCALAIRE

Un bon partenariat

Des chercheurs de l'Université du Queensland, en Australie, ont étudié les effets de la diversité des cultures sur le rendement des exploitations cacaoyères au Ghana. Il en résulte que la culture intercalaire accroît la production de cacao. Parmi les choix avantageux figurent le maïs, la banane plantain et le manioc, ainsi que les arbres fruitiers tels que le manguier (*Mangifera indica*), le safoutier (*Dacryodes edulis*) et l'avocatier (*Persea americanum*).

RIZ

Après la récolte

Le Centre du riz pour l'Afrique (AfricaRice) de Cotonou vient de lancer, avec le soutien financier du Canada, un programme d'amélioration de la conservation et du traitement du riz. Ce programme prévoit l'introduction de technologies améliorées de récolte et post-récolte auxquelles seront formés les paysans, et le lancement de nouveaux produits à base de riz dans huit pays pilotes d'Afrique de l'Ouest et de l'Est.

Joseph Okilan, de l'association des producteurs de noix de cajou de Teso, estime qu'avec 30 arbres à l'hectare le rendement par saison est d'environ 4 500 kg de noix décortiquées, avec une moyenne de 150 kg par arbre. Un kilo de noix décortiquées se vend 5 000 UGX (environ 1,5 €), mais le marché des noix grillées est beaucoup plus lucratif, les hôtels étant prêts à payer quatre fois le prix au kilo (environ 6 €).

De la même famille que le manguier, l'anacardier prospère sur des sols sablonneux à faible pluviosité. Les noix de cajou étant très sensibles aux parasites et aux maladies, les chercheurs testent actuellement plusieurs variétés pour y remédier.



KANDADJI

Un barrage contre la faim

Imaginé voici plusieurs décennies, le barrage de Kandadji, situé dans la région de Tillabéri sur le fleuve Niger, va-t-il enfin voir le jour ? Tout semble l'indiquer, après l'inauguration, en mai, des travaux de construction par le président de la République du Niger, Issoufou Mahamadou. Un objectif : assurer la sécurité alimentaire des Nigériens. En stockant quelque 1,6 milliard de m³ d'eau, le barrage devrait permettre d'irriguer 120 000 hectares de terres, produisant 700 000 tonnes de vivres par an. La fin des travaux du barrage, confiés à une entreprise russe, Zarubezhvodstroy (ZBS), pour une enveloppe d'environ 89 milliards de FCFA (135,6 millions d'euros), est prévue en 2014.

ÉLEVAGE ET PÊCHE



HOLSTEIN

Gouda du Mozambique

Un fromage de qualité produit au Mozambique

■ Au Mozambique, Gouda Gold, entreprise à capitaux mozambicains et zimbabwéens, produit un fromage de qualité dans la région centrale de Manica, qui bénéficie d'une tradition et d'un potentiel élevé pour l'élevage bovin, la production de lait et la fabrication du fromage. Cette entreprise a récemment reçu un appui financier hollandais, qui lui a permis d'importer un équipement moderne et adapté aux conditions locales. Environ 12,5 tonnes de Gouda sont désormais produites par semaine, conformément aux normes internationales, y compris celles de l'exigeant marché hollandais. Au Mozambique, le fromage est vendu dans les réseaux de supermarchés installés dans les principales villes du pays, dans les entreprises de restauration, dans les compagnies aériennes, etc. Pour ce qui concerne l'exportation, l'entreprise mise sur le puissant marché sud-africain. Usine, installée dans la périphérie de Chimoio, capitale provinciale, emploie environ 30 personnes et compte 75 vaches de type "Holstein". Toutefois, d'après le directeur de l'entreprise, Brendon Evans, il y a toujours de la place pour davantage de fournisseurs de lait : "Nous sommes prêts à aider les petits agriculteurs de la province de Manica en achetant leur lait. C'est ce que nous ferons bientôt."

TRYPANOSOMIASÉ

Indices pour les bovins

Des scientifiques qui ont étudié la trypanosomiasé, ou "maladie du sommeil africaine", disent avoir trouvé deux gènes susceptibles d'aider des millions d'éleveurs. D'après ces chercheurs, ces gènes devraient permettre d'identifier les animaux capables de résister à cette maladie, transmise par la mouche tsétsé. L'impact économique annuel de la trypanosomiasé animale africaine est estimé à 4 voire 5 milliards \$ US (2,47 à 3,5 milliards €).



ÉLEVAGE

Insémination artificielle en Mauritanie

Une ferme d'insémination artificielle de bovins, la première du genre en Mauritanie, vient de voir le jour près d'Idini, à 55 km de la capitale, Nouakchott. Cette ferme pilote, qui dispose d'une capacité de traitement de 300 têtes de bovins, a pour objectifs d'améliorer les espèces et d'augmenter la production laitière et en viande du pays. La priorité sera donnée aux éleveurs les plus démunis. Sont concernés, dans une première phase, les trois régions de Nouakchott, du Trarza et du Brakna. Selon Fall Moktar, conseiller technique du ministre mauritanien du Développement rural, chargé de l'élevage, l'opération sera, par la suite, étendue à l'ensemble du pays.

PISCICULTURE

Concombres de mer

■ L'Institut halieutique et des sciences marines de Toliara (IHSM) à Madagascar vient d'étendre son centre d'élevage de concombres de mer (holothuries). Une production de 200 000 juvéniles par an est ainsi prévue contre 90 000 par an actuellement. Parallèlement, l'IHSM poursuit, en partenariat avec le Projet d'appui aux communautés des pêcheurs de Toliara (PACP), la promotion de l'holothuriculture (élevage du concombre de mer) auprès des pêcheurs intéressés. Le PACP, financé par le Fonds africain de développement, prévoit la mise en place de 50 réserves marines pour l'élevage de concombres de mer, ainsi que la recherche et développement pour la promotion de la culture d'algues rouges. Ces réserves, qui seront approvisionnées par la production du centre d'élevage de l'IHSM, seront gérées par les communautés de pêcheurs, préalablement formés par le PACP. Le concombre de mer constituera pour eux une source de revenus permanents. Mollusque marin ressemblant à une grosse limace, l'holothurie est très demandée par les Chinois qui la consomment en sauce ou frite.



Holothurie brune (*Bohadschia vitiensis*).
Banc de Souzy, Madagascar

APICULTURE

Alerte au varroa

Le varroa, un acarien qui parasite les abeilles et décime les ruches, menace l'apiculture malgache. Les principales régions productrices sont touchées. Un plan de surveillance du parasite, axé sur la valorisation de la recherche paysanne, a été mis en place dans le cadre d'une convention entre la Fédération nationale des apiculteurs malgaches (FENAM), la Direction des services vétérinaires (DSV) et la Faculté des sciences.



CHASSE

Un morceau de choix

L'écotourisme, avec la production légale de gibier et la chasse touristique sur des terres privées, peut contribuer à la conservation de la faune sauvage, à la sécurité alimentaire – apport protéique – et à la croissance économique de la Namibie – source d'emplois et de devises. C'est ce qu'indique le réseau TRAFFIC, qui contrôle les échanges relatifs à la faune sauvage. D'après une étude, le gibier constitue l'essentiel des repas d'environ 23 000 travailleurs agricoles, qui en consomment plus de 4 500 tonnes par an. La chasse légale sur les fermes privées pourrait également contribuer à réduire la chasse illégale de la faune, un sérieux problème dans certaines régions.

HABITAT

Le bambou sur le toit



Dans certains villages de la province du Bas-Congo, au sud-ouest de Kinshasa, les toits en bambous remplacent ceux en tôles, plus chers, ou en paille, moins résistants. Ils gardent en outre les maisons fraîches, ce que beaucoup d'habitants apprécient.

Coupés en grand nombre dans la forêt, les bambous sont mis à sécher au soleil puis divisés en deux dans le sens de la longueur avant d'être solidement assemblés. Mais des défenseurs de l'environnement sonnent l'alarme. Grâce à leurs racines qui retiennent le sol, les bambous permettent, en effet, de lutter contre l'érosion. "On doit arrêter l'abattage anarchique et incontrôlé des bambous si l'on veut éviter une catastrophe plus tard", conseille Anderson Mavungu, du ministère provincial de l'Environnement, de la Conservation de la nature et du Tourisme de la République démocratique du Congo.



ÉNERGIE RENOUVELABLE

Grands-mères ingénieures

■ Les grands-mères zambiennes se convertissent en ingénieures en énergie solaire. Elles deviennent des techniciennes qualifiées, armées d'un savoir-faire nouveau pour électrifier leurs villages. En s'adressant aux grands-mères illettrées des villages les plus retirés, le Barefoot College, établissement indien, a formé depuis 2005 plus de 140 femmes dans 21 pays africains à exploiter l'énergie solaire. Au rythme de démonstrations pratiques et de répétitions régulières, elles se familiarisent avec la terminologie, les outils et l'équipement de la technologie solaire.

"Après six mois de cours, elles savent fabriquer, installer et entretenir des systèmes solaires pour l'éclairage domestique. Ce sont les ingénieures solaires aux pieds nus", raconte Bunker Roy, fondateur de l'école. Et d'ajouter que les élèves sont encadrées par "des Indiennes non scolarisées, formées pour aider les autres à mettre en pratique ce qu'elles ont appris. Notre approche est d'apprendre par la pratique".

Malgré une forte exposition solaire, de nombreux Africains, Zambiens compris, ne disposent que de peu d'énergie pour cuisiner, se chauffer ou s'éclairer. Aujourd'hui, ils mesurent que la solution est à leur portée.

RECYCLAGE

Rien ne se perd dans la canne

■ Résidu de la distillation de la mélasse, la vinasse est traditionnellement utilisée comme engrais au Bas Congo. Fait nouveau, ce sous-produit de la canne à sucre est désormais aussi employé pour revêtir des routes en terre. Répandre ce liquide noirâtre sur les voies en terre battue argileuse permet de lutter contre la poussière souvent source de maladies pulmonaires. L'environnement est ainsi plus sain. Une fois répandu sur la terre argileuse, ce "goudron" peut tenir assez longtemps, jusqu'à une année, voire plus, si les pluies ne sont pas trop abondantes. Des témoignages sur l'utilité de ce sous-produit de la canne à sucre ont atteint des contrées éloignées du Bas Congo, au point d'attirer de nombreux demandeurs. Mais la compagnie sucrière, qui en produit 90 720 m³ à chaque campagne culturale, ne le commercialise pas. Elle en donne gratuitement aux travailleurs qui en font la demande. Elle-même s'en sert principalement comme engrais pour ses cultures. "Compte tenu de sa richesse en potassium, nous utilisons la vinasse dans nos plantations de canne à sucre, qui couvrent 48 villages", indique Louis Mweze Lowa, directeur à la Sucrière.

Vente de canne à sucre sur un marché du Sud-Kivu (RDC)

AIRES PROTÉGÉES

Accord Tchad-Cameroun

L'accord de création et gestion concertée du complexe transfrontalier d'aires protégées Sena Oura (Tchad) et Boubou N'Djida (Cameroun) a été signé entre les deux pays riverains le 2 août à Yaoundé. L'accord indique que ce complexe doit agir comme "rempart contre la désertification, le braconnage transfrontalier et les changements climatiques".

CRIQUETS

Madagascar menacée

La présence de criquets pèlerins dans le sud-ouest de Madagascar va nécessiter de traiter au moins 300 000 hectares infestés d'ici mai 2012, prévient la FAO. Les campagnes de traitement ont permis de contenir les infestations durant la saison 2010, mais, au cours du premier semestre 2011, les conditions météo favorables à la reproduction ont fait resurgir la menace acridienne pour 13 millions d'habitants.



Stagiaires ingénieures en énergie solaire

FORÊTS

Gestion participative



© FAO/G. Napolitano

Soutenu par l'ONG britannique Farm Africa, un projet de gestion communautaire des forêts protège la forêt de Kafa, sur les hauts plateaux éthiopiens. Le déboisement pour l'aménagement agricole, l'abattage des arbres pour produire du charbon de bois et l'expansion des exploitations commerciales l'avaient réduite de moitié. Aujourd'hui, cette forêt est un modèle d'exploitation durable. Les membres de la communauté produisent du miel et des épices et cultivent du café, de la cardamome, du poivre long (*Piper longum*) et des fruits dans le cadre de projets d'agroforesterie. La zone est divisée en trois : une zone centrale de forêt non exploitée, une zone tampon réservée à l'agriculture durable, et enfin, une zone de transition où sont cultivés des céréales, du thé et du café.

ÉNERGIE SOLAIRE

Sols plus sûrs

■ Au Kenya, les petits exploitants peuvent désormais stériliser leurs terres à l'aide d'un dispositif fabriqué localement, qui fonctionne à l'énergie solaire. Ce concentrateur utilise des miroirs pour focaliser les rayons du soleil et les diriger sur un conteneur rempli de terre. La température élevée tue les agents pathogènes (les champignons, par exemple) et prépare le sol à la plantation de jeunes plants. "J'ai compris l'utilité de cet équipement en voyant les agriculteurs utiliser du bois de feu, qui se raréfie à mesure du déboisement", explique Peter Mwathi, l'inventeur.

Ce concentrateur solaire a fait l'objet d'essais et son utilisation se révèle concluante, surtout pour la germination, par culture tissulaire, des plants de bananier, très sensibles aux agents pathogènes.

Ruth Githii, qui cultive des macadamiers dans le district de Mukuru-ini, fait partie de ses utilisateurs. Elle témoigne : "Il est de plus en plus difficile de trouver du bois de feu, qui coûte aussi de plus en plus cher." Cette invention peut même servir à chauffer de l'eau ou à griller les noix de cajou et les graines de macadamia. Selon son auteur, le concentrateur réduit les coûts d'énergie de 50 %. Son prix est de 174 €, mais P. Mwathi cherche à le diminuer.

P. Mwathi (en chemise blanche) explique le fonctionnement du concentrateur solaire.



© R. Rasolomampijana

REFORESTATION

Le baobab et le champignon

On a souvent besoin d'un plus petit que soi. Le baobab de Madagascar le constate avec un champignon microscopique dont la présence dans le sol donne du tonus aux jeunes plants en stimulant leur nutrition minérale et hydrique.

Cette association bénéfique entre les racines et le champignon est appelée symbiose mycorhizienne. Pour favoriser la présence de ces champignons, les "symbiotes", dans les zones peuplées de baobabs, des chercheurs de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) y ont mis en culture des plantes dites "nurses" qui favorisent naturellement la multiplication de ces champignons. Avec cette méthode, les forêts de baobabs, menacées par la déforestation, devraient se régénérer plus facilement.

HORTICULTURE

Filets et insecticide

Selon des scientifiques, une technique simple qui utilise des filets arrosés d'insecticide peut réduire de façon notable les dégâts dus aux ravageurs, causés aux cultures de forte valeur telles que les tomates et les choux. Ces filets, conçus par l'Organisation mondiale de la santé, en partenariat avec des entreprises privées japonaises et tanzaniennes, protègent les cultures pendant 3 à 5 ans.

BLÉ

Recherche coordonnée

Les ministres de l'agriculture du G20 ont approuvé, le 23 juin à Paris, leur soutien à l'Initiative internationale de coordination des recherches pour l'amélioration du blé (International Research Initiative for Wheat Improvement, IRIWI). L'objectif de cette initiative est de renforcer la synergie entre les programmes de recherche conduits sur le blé à l'échelle internationale pour contribuer à la sécurité alimentaire mondiale.

ALIMENTATION

Étude prospective

■ Une équipe internationale de chercheurs et d'universitaires va travailler sur les perspectives alimentaires du continent africain à l'horizon 2025. Ce programme baptisé *Sustainable Nutrition Research for Africa in the Years to come* (recherche sur la nutrition durable pour l'Afrique durant les années à venir), ou SUNRAY, prendra en compte les principaux paramètres qui influencent la problématique



© FAO/IA. Vitale

des disponibilités alimentaires et de la nutrition comme le changement climatique, la hausse des prix des denrées

Dépistage de la malnutrition des enfants au village de Dasheq (Kenya)

alimentaires, la raréfaction des ressources en eau, la dynamique sociale des ménages et l'urbanisation rapide. SUNRAY devrait durer deux ans, durant lesquels seront élaborées des stratégies pour s'assurer que l'Afrique aura de quoi se nourrir durant les 10 ou 15 ans à venir. Les chercheurs africains sont invités à proposer des documents de travail sur ce thème afin de veiller, indique Carl Lachat, un responsable du programme, chercheur de l'Institut de médecine tropicale (IMT) d'Anvers (Belgique), à ce que "les interventions soient alimentées par les réflexions des pays africains et que leurs priorités ne soient pas préalablement définies par les donateurs".



© FAO/O. Asselin

RAVAGEURS

Attirer pour mieux repousser

Un programme relance une technique fondée sur la culture intercalaire pour repousser les insectes ravageurs. La stratégie "pousser-tirer" associe les

céréales à une plante répulsive bordée d'une plante piège. Depuis sa mise en œuvre en 1997, cette technique a aidé 40 000 agriculteurs d'Afrique de l'Est à accroître leurs rendements. C'est ce qu'indique le Centre international de la physiologie de l'insecte et de l'écologie, qui vient de lancer un projet pour identifier de nouvelles plantes "pousser-tirer", qui résistent à la sécheresse et à des températures élevées. L'initiative Adaptation et diffusion de la technologie "pousser-tirer" (ADOPT) bénéficie à 50 000 agriculteurs supplémentaires vivant en zone aride.



MACADAMIA

Nouveaux produits, nouveaux marchés

En 2011, dans la province de Niassa, au nord du Mozambique, l'entreprise Tenga Ltd s'est lancée dans l'exportation de la noix de macadamia vers l'Europe, s'ouvrant une porte vers les marchés internationaux et concurrentiels. Il s'agit d'une culture dont la production est laborieuse et qui demande beaucoup d'eau. Ainsi, l'entreprise a monté une motopompe et un système d'irrigation moderne. Au cours de la première phase, elle se contentera d'exporter cinq tonnes de noix macadamia.

MICROFINANCE

Un fonds pour les petits producteurs

■ Un fonds de microfinance baptisé Fonds européen de financement solidaire pour l'Afrique (FEFISOL) a été lancé le 21 juillet à Bruxelles. Il appuiera spécifiquement des organisations de producteurs actives dans l'agriculture durable et les domaines du commerce équitable et des produits biologiques, ce qui devrait contribuer à stimuler la qualité et le développement de leurs activités à long terme, notamment par l'accès à de nouveaux créneaux de marché. Les organismes africains de microfinance bénéficieront d'un prêt bonifié accordé par l'Agence française de développement (AFD) qui absorbera les pertes de change sur les devises locales. Une assistance technique sera également fournie pour aider ces institutions à élaborer de nouveaux produits, améliorer la planification de leurs activités et développer les capacités des ressources juridiques et humaines. Son enveloppe de 15 millions d'euros, qui devrait doubler dans les deux ans à venir, est abondée par la Banque européenne d'investissement (BEI), l'AFD et un consortium d'institutions de développement, d'investisseurs sociaux et d'organismes de microfinance.

Bénéficiaire de microfinance en Éthiopie.



© IFAD/A. Damté



Champs de thé à Nshili (Rwanda)

THÉ Succès en Afrique de l'Est

■ À l'heure où le prix du thé connaît une forte progression (+ 49 % par an entre 2007 et 2010), plusieurs pays d'Afrique de l'Est connaissent une nette augmentation de leurs exportations. Après la Tanzanie et le Malawi, c'est au tour du Rwanda de relancer sa production, avec un effet significatif sur ses exportations, dont la valeur a progressé de 51 % entre les premiers trimestres 2009 et 2010, pour atteindre 17,4 millions de dollars (12,14 millions d'euros) pour 37 600 tonnes. Cette performance est supérieure aux objectifs de l'OCIR Thé, l'organisme public chargé du secteur, qui misait sur 14 millions de dollars (9,76 millions d'euros). Au Burundi voisin, la production a atteint 8 002 tonnes en 2010 contre 7 500 tonnes en 2009.

ENGRAIS

Déchets valorisés

Pédologue ghanéenne, Olufunke Cofie cherche à développer de l'engrais en granulés à partir de déjections humaines traitées, pour améliorer la productivité agricole et le système sanitaire. Elle bénéficie d'une bourse dans le cadre de l'initiative Explorations de grands défis en faveur de la santé mondiale (GCE) de la Fondation Bill & Melinda Gates. O. Cofie a déjà mené plusieurs projets visant à transformer les déchets en produits utiles.

UEMOA

Une assurance récolte ?

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a commandité une étude de faisabilité pour la mise en place d'un mécanisme d'assurance récolte dans la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Cette assurance permettrait à ses souscripteurs de recevoir des compensations financières en cas de pertes de récoltes dues aux aléas climatiques.

ÉCHANGES RÉGIONAUX

Commerce de fruits entre voisins

Les entrepreneurs du Cap-Vert et de la Guinée-Bissau ont établi des partenariats concernant l'importation de fruits bissau-guinéens. Les Cap-Verdiens devraient ainsi importer, en outre, mangues, citrons, ananas et oranges de Guinée-Bissau. Des fruits qui abondent dans ce pays, plus proche que l'Amérique latine, traditionnelle exportatrice.



© V. Prasad

PLANTATIONS

Flambée des prix du bois de santal

Les petits exploitants au Vanuatu comptent sur le marché chinois. Les communautés s'engagent d'ores et déjà auprès des commerçants à planter de vastes surfaces de bois de santal (*Santalum spicatum*). Les prix mondiaux atteignent un niveau record et la Chine se révèle être un marché accessible. L'homme d'affaires Jonathan Naupa a démarré une plantation de bois de santal et créé une entreprise de transformation, Tropical Rainforest Aromatics, en association avec de petits exploitants.

"En raison de sa grande valeur économique et de son aptitude à être cultivé, y compris dans des systèmes d'agroforesterie et en plantations, le bois de santal peut apporter une contribution significative à l'économie rurale", estime-t-il.



Bernard Vallat est directeur général de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) depuis mai 2000. Diplômé de l'École nationale vétérinaire de Toulouse (France), il est également titulaire d'un diplôme en médecine vétérinaire tropicale et alimentation animale.

BERNARD VALLAT

Vitale santé animale

Créé en 1924, l'Office international des épizooties, devenu Organisation mondiale de la santé animale (OIE) en 2003, veille sur la santé animale. Une vigilance de tous les instants, au service du développement rural à l'échelle planétaire.

Mondialisation, changement climatique, dans un contexte en évolution, quelles sont les actions et priorités de l'OIE ?

L'Organisation mondiale de la santé animale veille à ce que les États aient une gouvernance adaptée aux nouveaux enjeux. Nous tentons de convaincre les pays de considérer la prévention des maladies animales et la lutte pour leur éradication comme prioritaires. Cela passe avant tout par des actions publiques – législation, détection et contrôle des maladies.

L'OIE a une mission normative : dans nos 178 pays membres, nous créons des normes dans le but d'améliorer la santé animale mondiale. Il s'agit principalement de prévention et de lutte contre les maladies. Par exemple, en cas d'épidémie, il faut que les États aient les moyens d'éliminer les animaux malades et de rembourser les éleveurs. Cela nécessite des moyens financiers et humains, des formations, etc. dont tous les pays ne disposent pas. Pour les pays en développement, il faut faire évoluer des législations souvent héritées du colonialisme, afin qu'elles soient conformes aux normes internationales. Des mécanismes de solidarité internationale ont été mis en place. Un fonds mondial pour la santé animale a été créé par l'OIE. L'intérêt de l'aide, pour les pays du Nord qui n'ont plus de maladies, est que l'on parvienne à éradiquer les maladies à l'échelle mondiale pour éviter toute réintroduction. Mais limiter les risques sanitaires aura aussi un impact positif sur le développement rural.

Nous avons une mission permanente de lobbying vis-à-vis des États et des bailleurs de fonds, dans le but d'obtenir une bonne gouvernance de la santé animale partout dans le monde.

Comment vous assurez-vous du respect, par les pays membres, des normes instituées ?

Nous avons mis en place un mécanisme d'évaluation de nos membres. Des centaines d'experts évaluent ainsi la situation des mécanismes de santé animale de 178 pays, au regard d'une série de 46 compétences critiques (existence d'un mécanisme coordonnateur de réponse en cas de crise sanitaire, formation appropriée pour les décideurs, etc.). Initiées en 2004, les évaluations ont à ce jour été réalisées dans plus de 100 pays. Certaines peuvent s'accompagner de diagnostics économiques qui chiffrent les investissements nécessaires à la mise en conformité et établissent des propositions budgétaires. Nous organisons un suivi de ces évaluations pour les pays demandeurs. Chacun de nos pays membres a en outre nommé un point focal national sur sept thématiques, et chaque année nous organisons un séminaire de formation de 3 jours pour tous, pour chaque thématique au niveau régional.

Qu'en est-il de votre rôle de lobbying ?

Notre message vis-à-vis des États et des bailleurs de fonds s'appuie sur un argumentaire détaillé. La santé animale mondiale a de multiples impacts, au premier rang desquels je placerais la sécurité alimentaire. L'élevage et l'aquaculture sont la première source de protéines, de lait, d'œufs, qui sont indispensables à la croissance. La traction animale est encore très importante dans les pays ACP, la bonne santé des animaux est donc essentielle à la production végétale. La sécurité sanitaire des aliments entre en ligne de compte. Une bonne gouvernance de la santé animale peut avoir un impact décisif sur l'existence d'accidents alimentaires. Elle a aussi un impact sur la santé publique, 75 % des maladies émergentes

étant des maladies d'origine animale. Elle a enfin un impact en termes de réduction de la pauvreté. Un milliard de personnes dans le monde ont besoin de l'animal pour survivre. Les paysans des pays ACP ont, pour la plupart, des chèvres, quelques volailles, un bœuf... Les liens entre la santé animale et la réduction de la pauvreté sont très forts car des animaux sans soins ne peuvent être source de revenus. Un bon état sanitaire des animaux permettrait également un accès à des marchés rémunérateurs. Aujourd'hui, seuls trois pays d'Afrique ont un accès aux marchés européens pour ce qui concerne les exportations de bœuf : le Botswana, la Namibie et le Swaziland.

Quels sont les défis futurs de l'OIE ?

Après l'éradication de la peste bovine, beaucoup de maladies redoutables demeurent. La rage est ainsi responsable de plus de 50 000 décès par an, en grande majorité des enfants. On pourrait éradiquer la rage, car nous disposons de très bons vaccins. Il suffirait de vacciner les chiens. Mais il existe un manque de volonté politique. La fièvre aphteuse est un autre exemple. S'attaquant aussi bien aux bovins qu'aux chèvres, moutons et aux porcs, elle entraîne une faible mortalité mais d'importantes baisses de production et empêche les pays touchés d'exporter leur bétail et ses produits. Soixante pays sont actuellement indemnes de cette maladie qui s'éradique par la vaccination. Une bonne gouvernance, accompagnée de moyens fournis grâce à la solidarité internationale pour acheter les vaccins, est indispensable.

L'année 2011, année mondiale vétérinaire, a permis, avec une forte mobilisation de nos pays membres, une émulation pour la reconnaissance de l'importance d'une bonne gouvernance mondiale de la santé animale. L'OIE travaillera à ce que cet intérêt ne s'émousse pas. ■

Aujourd'hui proches des agriculteurs qui les soutiennent, les médias ruraux se mobilisent avec énergie, mais souvent sans moyens, pour les aider à surmonter les défis auxquels ils sont confrontés. Les radios restent en première ligne mais les nouvelles technologies apportent de nouvelles perspectives.

MÉDIAS RURAUX

Nouvelles frontières, nouvelle ère



17 | POINT DE VUE
Marie-Pauline Voufo :
Le Web, formidable vivier de lecteurs

18 | REPORTAGE AU BÉNIN
AIC-Infos, tout sur le coton

Vecteurs de changement, passeurs d'innovations, les médias ruraux sont d'indispensables facteurs de développement pour les communautés rurales. Du plus ancien au plus récent, des plus rudimentaires aux plus perfectionnés, radios (publiques, privées, communautaires, associatives), télévision, presse écrite mais aussi vidéo, théâtre ou médias du Web, tous se saisissent de sujets au cœur des préoccupations des agriculteurs des ACP : l'adaptation au changement climatique, la sécurité alimentaire, la modernisation des exploitations. Au Bénin, la radio nationale a mis en place, en lien avec la Fédération des unions de producteurs du Bénin (FUPRO), un système de pré-alerte agrométéorologique pour permettre aux agriculteurs de mieux planifier leurs activités agricoles (dates de semis, récoltes, etc.) afin de faire face aux risques climatiques. Au Nigeria, des programmes de théâtre radiophonique donnent des conseils pour limiter les effets de ces dérèglements. Dans les îles du Pacifique, où ils ont un impact dramatique, la radio a aidé les communautés à revenir à une vie normale après le passage du tsunami à Tonga sur l'île de Nivatoputapu. Rapidement installée, elle a diffusé des programmes pour informer les habitants et leur permettre de rester mobilisés.

Les médias soutiennent aussi l'implication toujours plus grande des producteurs et de leurs organisations dans les politiques. Ainsi, au Mali, *Radio Fanaka*, animée par une équipe jeune et dynamique, a encouragé les paysans de la région de Fana lors de la crise du coton en leur offrant une plate-forme en langues locales pour faire entendre leurs voix. Au Congo, la radio communautaire *Biso na Biso*, animée par et pour les Pygmées du nord du Congo, diffuse leurs savoirs pour mieux protéger la forêt. Au Cameroun, *La Voix du paysan*, « Mensuel de l'entrepreneur agricole », est devenu le porte-voix des producteurs. Il a développé un site Internet qui permet un rôle de lobbying croissant. Dès 2007, le mensuel relayait ainsi une pétition pour la libération des manifestants contre la vie chère. En 2011 il renouvelle l'expérience avec succès. Internet permet à toute une partie du monde rural jusqu'alors isolée d'avoir accès à l'information internationale et voix au chapitre.

Un paysage médiatique bouleversé

Le développement des technologies de l'information a profondément modifié le panorama des médias dans les ACP. Alors qu'aujourd'hui moins de 30 % de la population a accès à l'électricité en Afrique, 11,5 % ont accès à Internet (d'après l'Union internationale des télécommunications, www.itu.int). Plus de 500 millions de téléphones mobiles sont utilisés sur le continent. Ces téléphones sont désormais polyvalents. Envoi de SMS, accès à Internet offrent des possibilités de communication infinies, dont les médias peuvent tirer profit. L'apparition des réseaux sociaux, qui permet une communication en temps réel, est aussi, en soi, une révolution. Les agriculteurs et ►



© I. Maiga



Huguka : l'information au plus près des agriculteurs

Un journal, une radio, un centre multimédia communautaire (CMC). Pour l'association Huguka ("sois informé" en kinyarwanda), ces médias sont tous là pour assurer la formation et favoriser la communication de la population rurale, très pauvre

et peu alphabétisée. Ce sont ainsi les agriculteurs, à travers 22 comités de rédaction locaux, qui déterminent les sujets traités dans *Huguka*, le journal mensuel en kinyarwanda (4 500 exemplaires) diffusé dans tout le Rwanda. Au CMC, des ordinateurs, une bibliothèque de plus de 1 000 ouvrages permettent à tous, en particulier aux jeunes, de s'informer. Dernier outil en date, la radio, lancée en 2011, qui doit, pour Eugène Ndekezi, coordinateur d'Huguka, permettre de "diffuser davantage les meilleures pratiques agricoles et promouvoir le développement communautaire en accédant aux personnes non alphabétisées"



Tournage d'une vidéo sur le riz dans la plaine rizicole de Bama (Burkina Faso)

► éleveurs peuvent consulter les cours de leurs productions sur Internet en temps réel à partir de leur téléphone, acheter des semences, des outils, avoir des informations météorologiques, accéder à des services vétérinaires, etc.

Mais dans bien des régions, les médias classiques restent encore les seuls disponibles pour les communautés rurales. Les grands quotidiens diffusés à des centaines de milliers d'exemplaires (Kenya, Nigeria, Afrique du Sud), comme ceux d'Afrique de l'Ouest tirés à quelques dizaines de milliers au maximum, font peu de place aux questions rurales et ne sont pas distribués dans l'intérieur des pays. La presse écrite agricole spécifiquement destinée à ces régions survit. La demande est là, importante, mais les moyens sont absents. Bien que souvent de qualité, les rares organes qui subsistent vivent, ont une faible diffusion, souvent locale, et ne peuvent rémunérer décemment leurs journalistes. C'est le cas par exemple d'*AgrInfo* au Sénégal. Ces difficultés sont accentuées par le faible intérêt des journalistes pour le monde rural et une méconnaissance générale des enjeux et évolutions d'un secteur en transition.

La presse rurale associative est quant à elle très dynamique. Organisations de producteurs, chambres d'agriculture, inter-professions ont toutes ou presque leur bulletin, à la diffusion plus ou moins régulière, mais toujours apprécié. Muni d'un ordinateur, d'une imprimante et d'un téléphone mobile, on peut aujourd'hui facilement produire des bulletins illustrés de qualité. Ceux-ci renforcent les liens avec les membres de l'organisation, et assurent avant tout sa communication et la défense des intérêts des membres : promotion auprès des bailleurs, lobbying vers les décideurs. Les femmes passent parfois aux commandes, avec, en Afrique du Sud, l'édition d'un journal par un syndicat paysan féminin : *Sikhula Sonke*.

Des agences de presse spécialisées existent également, à l'instar d'Agropresse Haïti qui produit des articles de presse, des reportages et émissions radio, de même que des reportages et documentaires vidéo sur des expériences réussies ou non, de nouvelles techniques.

Ailleurs aussi, la vidéo a apporté une nouvelle dimension aux médias ruraux. Devenue facile à mettre en œuvre et peu coûteuse, c'est un canal d'information utilisable jusque dans les zones les plus reculées, alors que la télévision ne s'intéresse que très rarement au monde rural. À Bama, dans l'ouest du Burkina Faso, Abdoulaye Ouédraogo, président de l'Union des coopératives rizicoles de la vallée du Kou, a produit de sa propre initiative une vidéo projetée lors d'une assemblée générale pour sensibiliser les producteurs à l'ensablement de la lame d'eau. Les paysans ont alors proposé des solutions pour y remédier. Le compte rendu de cette rencontre sera utilisé comme outil de plaidoyer auprès des autorités.

La radio reine

Créées depuis la libéralisation des ondes, la décentralisation et l'émergence de collectivités locales, les radios associatives, communautaires et commerciales ont poussé comme des champignons en Afrique cette dernière décennie. Connaissance du milieu, de la culture, de la langue des auditeurs, elles ont aussi plusieurs missions : donner aux communautés rurales un accès à l'information, faciliter la communication entre elles, valoriser leurs expériences et sensibiliser l'opinion et les gouvernements à leur cause. Elles remplacent souvent les radios rurales publiques qui se sont éteintes, faute d'appropriation, avec la fin des financements extérieurs.

Mais ces radios vivent avec peu de moyens, fournis souvent par les auditeurs eux-mêmes qui paient pour la diffusion de messages (décès, carnet rose, annonces commerciales, etc.), parfois par des ONG locales ou des bailleurs de fonds. La diversité des programmes permet d'atteindre un large auditoire. Lors d'un atelier réunissant à Bissau les radios communautaires des pays africains de langue officielle portugaise (PALOP), l'importance numérique des auditeurs a été reconnue comme essentielle pour la survie ►

► économique de ces radios. Pour ces pays, des spécificités demeurent ; c'est le cas de l'Angola, où les radios, créées par l'Église catholique, issues d'une solide tradition, demeurent très dynamiques. Dans la plupart des ACP, sinon, les animateurs, pour l'essentiel très peu formés et bénévoles, utilisent l'information qu'ils trouvent sur le Web et l'information internationale pour compléter les informations locales. Certains ont recours à des programmes spécifiques qu'ils peuvent télécharger (Radios rurales internationales, Farmradios, Panos audio, etc.) ou des podcasts de programmes. Mais tous n'ont pas accès à l'information. Une conférence panafricaine sur l'Accès à l'information a ainsi été organisée au Cap (Afrique du Sud) en septembre 2011. L'entretien et le renouvellement du matériel sont aussi source de difficultés, faute de moyens. Enfin, l'énergie est un gros problème : irrégulière ou inexistante, elle conditionne souvent les temps de diffusion. Les auditeurs font parfois preuve d'une grande inventivité. Créée en 2004, la radio communautaire Mabele RCM, à 200 km à l'ouest de Kisangani au nord-est de la République démocratique du Congo, diffuse des programmes pour les agriculteurs qui cotisent en huile de palme pour l'alimentation du générateur électrique faisant fonctionner la radio. Grâce à cette radio, les paysans initialement réticents aux travaux d'entretien des routes ou autres le font avec plus d'entrain. Chaque fois qu'ils réparent un pont, nettoient un ravin... la radio en parle, ce qui les motive et les incite à la faire vivre.

Les nouveaux usages, comme les tribunes téléphoniques, et les forums communautaires en direct pour la radio, ont aussi changé la donne, faisant de la radio un outil interactif qui donne la parole aux agriculteurs.

Les clubs d'écoute sont très prisés. Les membres du club d'écoute de Kalehe, à environ 70 km au nord de Bukavu (RDC), ont écouté ensemble une émission diffusée par Radio Maendeleo sur la production du miel et son importance économique et sanitaire. Dans cette région, le miel est consommé et utilisé pour soigner des maladies chez les



Radio Mampita, chouchou des paysans

Chouchou d'un million d'agriculteurs, la radio associative Mampita, implantée à 500 km au sud de la capitale malgache, Antananarivo, est devenue un outil vital pour les paysans. "C'est la seule radio qui parle de nos préoccupations quotidiennes : nos rizières, nos familles, nos marchés, notre sécurité", soutient Alphonsine Ravaonoro, membre de l'association Mampita. "La façon de travailler des agriculteurs a grandement évolué depuis la création de la radio", estime quant à elle Rasoa, une auditrice. Selon le directeur de l'information du ministère de la Culture, "90 % des 250 radios qui existent dans le pays sont urbaines et très peu d'entre elles parlent des réalités paysannes". Financée par la Coopération suisse en 1997, la radio, propriété d'une fédération d'environ 250 groupements villageois, jouit d'une autonomie financière remarquable depuis 2007. Elle dispose d'un réseau d'une trentaine de correspondants locaux preneurs de son en brousse.

enfants. Pour éviter d'aller jusqu'à Bukavu pour s'approvisionner, l'animateur de l'émission a été invité à expliquer la fabrication des ruches. Quatre femmes ont finalement lancé un projet pilote d'apiculture avec des ruches traditionnelles.

Mise en réseau

Confrontés à des sujets de plus en plus complexes, au-delà de l'agronomie et de l'agriculture (APE, politiques agricoles, etc.), les journalistes doivent être formés pour traiter du monde rural. Vecteurs cruciaux pour la vulgarisation, ils sont de plus en plus associés à la diffusion de messages aux producteurs. En témoignent les services Questions-réponses développés par les radios rurales. Mais les animateurs et les journalistes ne sont pas des techniciens agricoles. Trop souvent, faute de mieux, ils se contentent de diffuser ce qu'ils ont trouvé ou entendu, ►

Journaliste de Cotton Tree News (CTN) en reportage en Sierra Leone



► sans recul sur ces informations. Si les médias doivent remplacer en partie les vulgarisateurs, il leur faudrait être techniquement très performants, contrainte de poids qui nécessiterait des formations toujours plus pointues. Les initiatives de formation sont nombreuses : à Fidji, une vingtaine de jeunes femmes journalistes ont récemment reçu une formation sur la radio communautaire et le renforcement des capacités de lobbying des médias.

Les liens des journalistes avec la recherche méritent d'être renforcés. Des concours et prix divers essaient ainsi de stimuler l'intérêt pour ces sujets cruciaux pour l'avenir des ACP : prix du CGIAR-FARA du journalisme agricole en Afrique ; concours pour les médias ACP organisé par le CTA en vue de la conférence internationale de Nairobi sur la vulgarisation, Media Award de la semaine caribéenne de l'Agriculture 2011 (Dominique, octobre 2011), etc.

Autant d'initiatives utiles qui seront renforcées le jour où les médias ruraux pourront payer décemment leurs journalistes, ce qui est encore malheureusement loin d'être le cas. Mais le développement spectaculaire des radios communautaires dans les ACP est le signe d'une vitalité porteuse d'espoirs. ■

Dossier rédigé avec la collaboration de Mamy Andriatiana (Médiascope, Madagascar), Thaddée Hyawe Hinyi (Syfia Grands Lacs, RDC), Inoussa Maïga (Jade Burkina Faso), Ernest Mukuli (Syfia Grands Lacs, RDC) et Fulgence Niyonagize (Syfia Grands Lacs, Rwanda).



Lecteurs de *La Voix du Paysan* dans l'Extrême-Nord Cameroun

Point de vue

Marie-Pauline Voufo est journaliste, rédactrice en chef de *La Voix du paysan* (LVDP) au Cameroun.



© Ouest fraternité

Le Web, formidable vivier de lecteurs

Quelles sont les spécificités de LVDP ?

La Voix du paysan, sous-titré "Mensuel de l'entrepreneur rural", est publié depuis 1988 en français. Sa version anglaise, *The Farmer's Voice*, est née en 1996. C'est un journal édité par une ONG camerounaise, le SAILD, qui a pour objectif de rendre accessible une information qui permettra aux paysans de vivre de leur exploitation. Chaque mois, 10 000 exemplaires sont diffusés, à plus de 60 % par abonnement.

En quoi le rôle de LVDP a-t-il évolué depuis sa création ?

À l'origine, LVDP a été créé comme un bulletin de liaison entre organisations de producteurs. C'est peu à peu que le mensuel a développé des services de conseil, pour répondre aux demandes de producteurs désarmés par la baisse des cours du cacao et du café, qui souhaitaient développer les cultures vivrières et le petit élevage. Puis les préoccupations des producteurs ont évolué vers des questions plus "politiques" : *Comment le gouvernement considère-t-il le paysan ? Que prévoit-il pour l'aider ?* Ainsi, tout en maintenant la publication d'informations techniques, nous avons aussi évolué vers le plaidoyer. Notre mobilisation, en 2007, aux côtés d'organisations de la société civile pour l'interdiction des importations de poulets congelés au Cameroun, a été fructueuse. Elle a été le signe d'un tournant pour LVDP. Plus qu'un simple outil d'information, le mensuel veille désormais sur les intérêts des entrepreneurs ruraux, et plaide pour une bonne politique agricole au Cameroun et en Afrique centrale.

Quelles difficultés rencontrez-vous et en quoi les TIC sont-elles une opportunité de développement pour LVDP ?

Le financement est un problème réel car la presse rurale n'est pas rentable. LVDP a développé son réseau de diffusion dans chaque région du Cameroun. C'est efficace mais très coûteux. Actuellement, au prix de vente du numéro, 300 FCFA (0,45 euros), nos ventes ne couvrent que 30 % des charges du journal. Nous avons lancé la version en ligne de LVDP en 2005. Le résultat est phénoménal. Le Web nous a apporté deux nouveaux publics : la sous-région et les jeunes. Nous étions calfeutrés au Cameroun, désormais, nous recevons des courriers de lecteurs du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Gabon. Les jeunes, que nous ne parvenions pas à toucher avec la seule version papier, sont atteints. On reçoit de nombreux courriers de jeunes diplômés camerounais, sans emploi, qui veulent s'installer et sollicitent des conseils. Le site permet aussi une meilleure interactivité avec nos lecteurs.

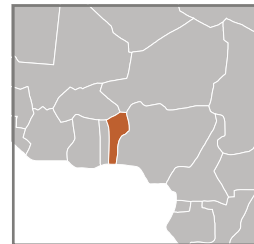
CHIFFRES CLÉS

11,5 % tel est le taux de pénétration d'Internet en Afrique.

500 millions de téléphones mobiles sont en usage sur le continent africain.

26 % de la population adulte est alphabétisée au Mali.

4 500 exemplaires du journal rwandais *Huguka* sur le développement rural sont imprimés chaque mois.



AIC-Infos, tout sur le coton

Chaque mois, les producteurs de coton du Bénin s'arrachent *AIC-Infos*, le journal de l'Association interprofessionnelle du coton devenu, au fil des années, un outil indispensable pour piloter la saison agricole et tout savoir sur les ventes et les cours de ce produit.

“Cela fait une dizaine de jours que j'attends *AIC-Infos*. À quand la prochaine parution?”, c'est le contenu de l'un des nombreux messages électroniques que reçoit, chaque jour, le responsable de la communication chargé de la rédaction de ce mensuel. Dans un de ses premiers numéros, en 2006, *AIC-Infos* publiait une analyse du secrétaire exécutif de l'AIC basée sur le tableau des cours journaliers du coton (indice A de Cotlook) qui allait faire basculer la tendance en faveur des producteurs. Depuis ce jour, ces derniers s'arrachent le journal. Pour les agents de vulgarisation, il s'agit de disposer d'informations de première main pour orienter leurs conseils aux producteurs.

“Pour nous, il est nécessaire d'être au même niveau d'information que les autres acteurs pour faciliter les prises de parole lors des négociations”, témoigne E. Gounou, le

secrétaire exécutif du Comité consultatif national transitoire des producteurs de coton (CCNPC). Sans être thématiques, les parutions d'*AIC-Infos* suivent rigoureusement l'évolution de chaque campagne cotonnière depuis les préparatifs (les prévisions d'emblavure et l'expression des besoins en intrants) jusqu'au bilan de la campagne. Ces informations sont très attendues par les acteurs de terrain qui doivent se baser sur les données statistiques fournies pour orienter leurs actions futures.

Au cœur du monde du coton

L'interprofession coton rassemble trois groupes professionnels : égreneurs, importateurs et distributeurs d'intrants, et producteurs. Le secrétariat permanent s'occupe des questions de production et distribution de ►

De gauche à droite :

Producteur après la récolte

Entrée des camions à l'usine pour l'aspiration du coton

Un peu de répit avant le chargement d'un camion



► semences, de distribution d'intrants, de commercialisation du coton graine et est chargé de la représentation des acteurs de la filière coton du Bénin au niveau national et international. *AIC-Infos* est ainsi au cœur du monde du coton au Bénin. Son organisation, souple, avec un coordinateur épaulé par un comité de rédaction de cinq membres, permet la remontée des informations de terrain et leur traitement par différents services en fonction des besoins. Le mensuel diffuse surtout une information des plus précieuses, qu'il est le seul à produire : des tableaux indiquant la gestion des flux physiques et financiers du coton et les prix convenus par les acteurs et homologués par l'État. De ce fait, les numéros deviennent des documents de travail qui se conservent tout le long de la campagne et même au-delà. La vie des coopératives fait aussi l'objet de nombreux articles.

Un outil indispensable

Diffusé en version papier à 1 200 exemplaires puis, par la suite, au format pdf sur le site de l'AIC, le bulletin est victime de son succès : ce nombre est largement en deçà des besoins, chaque membre de l'interprofession voulant à tout prix disposer de sa copie. "Pour couper court à cette pagaille qui s'instaure à chaque distribution, j'ai exigé que le secrétaire fasse suffisamment de copies pour permettre à tous les membres de disposer de son exemplaire", déclare Midou Alassane, président de la coopérative de Bahounkpo. L'AIC a engagé un partenariat avec des radios de proximité qui diffusent dans les langues locales, tout au long de la campagne, de juin à décembre, des émissions thématiques : itinéraires techniques, traitement, gestion coopérative. Un bon complément à un outil qui, au fil des publications, a su se rendre indispensable.

Joachim Saizonou

Pour aller plus loin

CTA

Séminaire sur le rôle des médias dans le développement agricole et rural des pays ACP
<http://tinyurl.com/3u554hb>

Packs radios rurales

<http://ruralradio.cta.int/index.html>

Concours invitant les journalistes ainsi que les professionnels des médias ACP à explorer les défis émergents et les opportunités qui se dessinent dans le domaine des services de conseil et de vulgarisation agricoles.

<http://tinyurl.com/6evv64v>

FAO

Département radios rurales

<http://tinyurl.com/3l7r7wk>

Institut Panos Afrique de l'Ouest

Banque de programmes radio

www.panosaudio.org

Inter-réseaux développement rural

Bulletins d'information, journaux paysans et radios rurales

<http://tinyurl.com/6ektu6z>

La voix du paysan

En français : www.lavoixdupaysan.org ;

en anglais : www.thefarmersvoice.org

Radio Maendeleo

Interview, en vidéo, du directeur de la radio, qui évoque Bukavu (RDC), les médias et le développement des radios communautaires.

<http://tinyurl.com/67cxgtl>

Radios rurales internationales

Fondé en 1979, ce réseau est une ONG canadienne qui regroupe 500 radiodiffuseurs dans plus de 70 pays. Le site propose des textes pour la radio classés par thèmes, le bulletin trimestriel *Échos* et le très intéressant *Agro Radio Hebdo*, service d'actualités et d'informations pour les petits agriculteurs et les familles agricoles.

www.farmradio.org

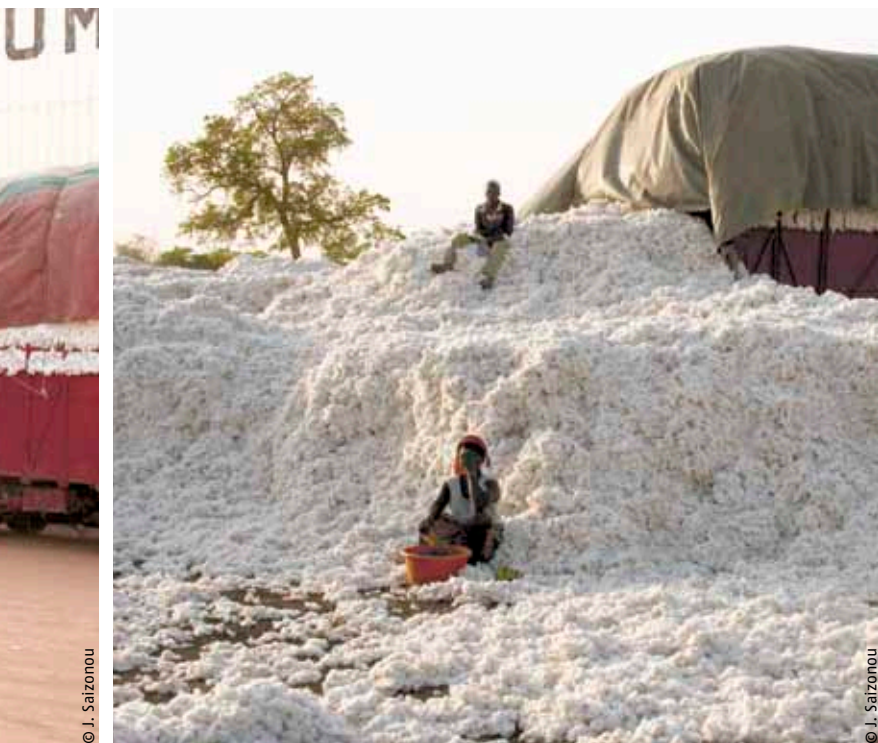
UNESCO

Centres multimédias communautaires :

<http://tinyurl.com/672q4fv>

Conférence du Cap sur l'accès à l'information

www.pacaia.org



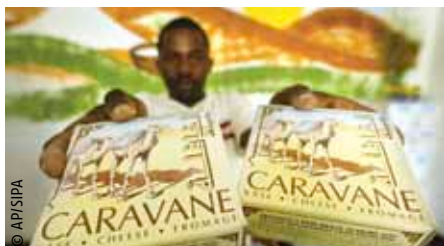
La bosse du commerce

Promouvoir et commercialiser les produits camelins, mettre en relation les groupes de producteurs et les transformateurs, améliorer les méthodes de conservation du lait et accroître la valeur ajoutée : voilà quelques-unes des initiatives qui contribuent à réguler la filière cameline dans les pays ACP.

S hukri Adan, 49 ans, a toujours élevé des chameaux, mais encore récemment les bénéfices restaient maigres. Aujourd'hui, un projet de commercialisation et de transformation développé à Garissa, au nord du Kenya, l'aide à tripler ses revenus mensuels portés à 750 €. Ont ainsi été mis en place un centre de recherche, une laiterie et un abattoir. Environ 40 000 éleveurs se sont regroupés en coopératives pour pourvoir cette laiterie en lait, et 20 000 approvisionnent l'abattoir. À mesure de l'aggravation des sécheresses sous l'effet du changement climatique, le rôle des chameaux pour fournir lait, viande et revenus suscite un intérêt grandissant.

Les échanges de produits camelins sont, pour beaucoup, informels et donc difficiles à quantifier. Mais ils se développent plus que jamais, sous la pression des marchés urbains dans les pays en développement, de la demande croissante du Moyen-Orient et, avec la tendance aux aliments sains, de l'apparition de nouveaux marchés dans les pays industrialisés.

Fromage au lait de chamelle

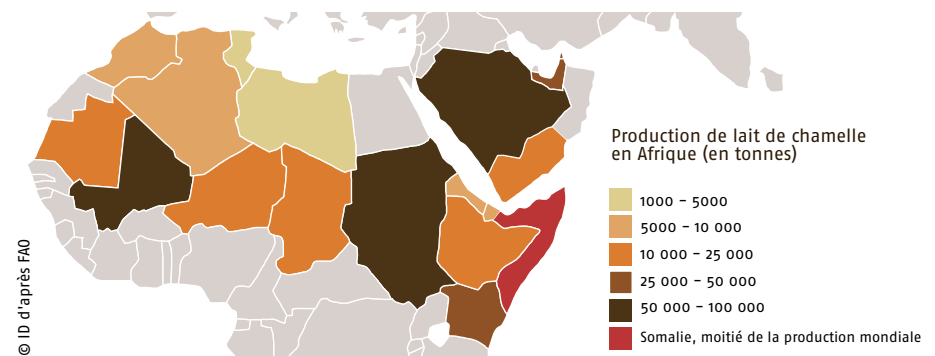


Parmi les produits destinés aux marchés septentrionaux – presque exclusivement tirés du dromadaire (*Camelus dromedarius*) – figurent le lait en poudre, le beurre, la viande maigre, le savon, les cosmétiques et le chocolat.

Des bénéfices sains

D'après la FAO, le marché mondial des produits camelins présente un potentiel de 10 milliards \$ US (6,95 milliards €) par an, malgré d'importants défis. En règle générale, une chamelle produit 5 litres de lait par jour. Or la traite se fait à la main, et la transformation et la commercialisation posent problème aux éleveurs qui disposent de moyens de transport et de systèmes de vente au détail limités. Dans certains pays ACP, la filière est toutefois en cours

conservation. En Somalie, l'ONG britannique VETAID et l'association Vétérinaires sans frontières-Allemagne collaborent pour créer des points de collecte et de distribution du lait, améliorer les conditions d'hygiène et renforcer les compétences entrepreneuriales. À Nouakchott, en Mauritanie, la laiterie Tiviski a développé un processus de stérilisation pour accéder à un plus grand marché. Les recettes annuelles tirées des produits camelins atteignent aujourd'hui 1 million €, et 800 chameliers perçoivent un revenu régulier. Sur les conseils d'un expert-fromager français, Nancy Abeiderrahmane a lancé son entreprise dans la production d'un fromage à pâte molle, rapidement surnommé Camelbert. Au Kenya, la société Vital Milk exporte du lait de chamelle et des produits camelins vers l'Afrique



de réorganisation et les experts soulignent un bon potentiel. La production mondiale de lait de chamelle s'élève à 1,3 million de tonnes – 500 fois moins que le lait de vache – mais la demande monte en flèche. Le lait de chamelle contient trois fois plus de vitamine C que le lait de vache ; il est riche en fer, en acides gras insaturés et en vitamine B. Les chercheurs étudient son rôle dans la réduction du diabète et des maladies cardiovasculaires. À condition d'améliorer le fourrage, l'eau, les pratiques d'élevage et les soins vétérinaires, il serait possible de faire passer les rendements quotidiens à 20 litres, toujours selon la FAO. Un chiffre prometteur puisque, dans les pays africains, le lait frais de chamelle rapporte habituellement au moins trois fois plus que le lait de vache.

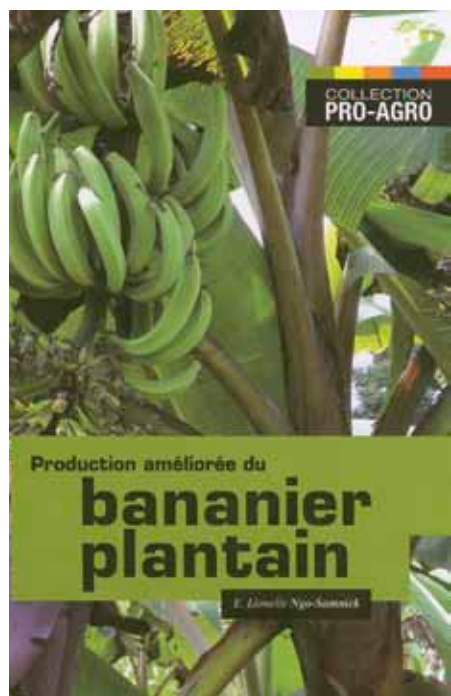
Valeur ajoutée

Les actions menées se concentrent sur les produits laitiers. Elles encouragent les investissements industriels à petite et moyenne échelle ainsi que les unités mobiles de collecte et de transformation pour accroître la valeur des produits camelins et étendre leur durée de

du Sud et la Tanzanie. Et la demande de poils et de cuir de chameau s'accroît, le cuir pouvant rapporter 50 € l'unité.

La capacité du chameau à s'adapter à des conditions climatiques changeantes a entraîné une hausse des prix et ouvert de nouvelles perspectives. Selon une nouvelle étude, l'élevage de chameaux serait envisageable pour 35 millions d'Africains vivant sur des terres semi-arides. Certaines communautés, comme la tribu Samburu au nord du Kenya, s'affairent déjà à vendre leurs vaches et leurs chèvres pour les remplacer par des chameaux et lutter ainsi contre la sécheresse. De nombreux éleveurs se tournent donc vers une économie qui obéit davantage aux lois du marché, certains exerçant désormais comme négociants en bétail dans les petits centres d'activités commerciales le long de la route Garissa-Lamu-Mombasa. Les femmes se mettent aussi au commerce et vendent, par exemple, des gâteaux au lait de chamelle. À Garissa, les ventes de bétail génèrent 367 000 € par semaine. D'autres négociants vont sur les marchés éthiopiens, où les chameaux sont vendus au Moyen-Orient. ■

Bananiers multipliés

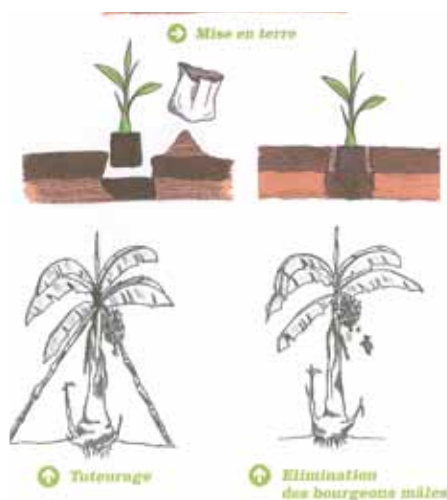


Production améliorée du bananier plantain

Par E. Lionelle Ngo-Samnick
Coll. Pro-Agro
CTA/ISF Cameroun, 2011, 28 p.
ISBN 978-92-9081-471-9
CTA n° 1650
5 unités de crédit

la variété et de l'expérience du manipulateur. Une seconde partie présente l'itinéraire technique préconisé pour la culture de la banane plantain. Celui-ci peut connaître des adaptations diverses en fonction des besoins et des moyens de chaque paysan. Le lecteur y découvrira également des informations utiles sur certains aspects économiques et utilitaires de cette production agricole. Facile à consulter grâce à une mise en page aérée, l'ouvrage est assorti de nombreuses illustrations décrivant les différentes phases des opérations de production des PIF et de la culture des plants de bananiers.

Malgré sa capacité à s'adapter à des écosystèmes variés et son fort potentiel de production de matière sèche comestible, le bananier plantain reste une culture marginale au regard de ses potentialités. Cet ouvrage décrit la technique de production des plants de bananiers plantains issus de fragments (PIF) de tige. Facilement reproductible, cette technique connaît un essor rapide auprès des paysans. À partir d'un rejet, on peut obtenir dix à cinquante plants de bananier plantain en fonction de



▼ L'enjeu de l'eau

Pour suivre l'évolution démographique et celle des comportements alimentaires, la quantité d'eau utilisée pour l'agriculture devra doubler d'ici 2050, à moins de changer nos modes de production et de consommation. C'est cette vaste problématique qu'aborde le deuxième numéro des Notes politiques du CTA.

L'eau que nous mangeons

CTA, Note politique n° 2, juin 2011, 4 p.
Téléchargeable sur <http://tinyurl.com/4x8e6uo>

▼ Nourrir la planète

Des experts examinent les mesures qui permettraient à l'agriculture de produire des denrées en quantité et qualité suffisantes pour le maintien d'une population en bonne santé et formulent leurs recommandations dans ce troisième numéro des Notes politiques du CTA.

Améliorer la nutrition dans les pays ACP

CTA, Note politique n° 3, juillet 2011, 4 p.
Téléchargeable sur <http://tinyurl.com/3jsmzhw>

Conservation des espèces



Espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées. Manuel de conservation in situ
Par Daniel Hunter et Vernon Heywood
CTA/Bioversity International, 2011, 504 p.
ISBN 978-9-29043-891-5
CTA n° 1630
40 unités de crédit

Les espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées (ESAPC) constituent une ressource génétique indispensable à la sélection de nouvelles variétés mieux adaptées, afin de maintenir et d'accroître la productivité des cultures et d'assurer leur survie dans des conditions inédites résultant du changement climatique.

Malheureusement, ces ESAPC sont elles-mêmes menacées. Le présent ouvrage traite de la conservation in situ, c'est-à-dire dans un environnement naturel des ESAPC, alors que jusqu'à récemment le principal mode de conservation était ex situ, dans des banques de gènes. La conservation in situ a, entre autres avantages, celui de permettre la poursuite de l'évolution des populations et l'apparition de nouveaux variants. L'ouvrage présente six expériences concrètes de conservation in situ sur les différents continents, dont une à Madagascar. Une première partie fixe le cadre de la conservation in situ des ESAPC, après quoi l'ouvrage décrit la planification et les techniques de conservation, ainsi que le processus de suivi et d'évaluation.

▼ Dynamiques paysagères

Dans sa dernière livraison, le trimestriel du département Forêts du CIRAD propose un dossier spécial sur les dynamiques paysagères. Également au sommaire : les plantes médicinales et pratiques médicales au Burkina Faso à partir d'une étude de cas et les Spingidae, probables pollinisateurs des baobabs malgaches.

Bois et forêts des tropiques n° 307

CIRAD, TA C-DIR/B
Campus international de Baillarguet
34398 Montpellier Cedex 5, France
Fax : +33 (0)4 67 59 37 55
<http://tinyurl.com/3ztg9g3>

Énergie verte



Production durable de biomasse. La lignocellulose des poacées
Par D. Pouzet
Éditions Quæ, 2011, 224 p.
ISBN 978-2-75920-945-3
28 €
Éditions Quæ
RD 10
78026 Versailles Cedex
France
Fax : + 33 (0)1 30 83 34 49
serviceclients-quæ@versailles.inra.fr

■ D'importantes quantités de fibres peuvent être extraites des parois cellulaires des plantes. Ces fibres sont utilisées pour la production d'énergie, de biomatériaux et dans la chimie verte. Bien qu'abondante, peu onéreuse et renouvelable, cette biomasse dite "lignocellulosique" reste largement sous-employée. Sa valorisation se heurte à la difficulté de séparer ses composants du fait de leur multiplicité et leur diffusion et d'une grande stabilité chimique. La recherche tâche actuellement de faire face à ces contraintes. Elle s'oriente tout particulièrement vers les "poacées" (graminées) pérennes qui sont les plantes les plus performantes pour la production de biomasse. Cet ouvrage fait le point sur les recherches actuelles dans ce domaine prometteur. Composition et synthèse des fibres, production et principaux usages de la lignocellulose font l'objet d'une présentation détaillée. Ce livre intéressera les enseignants et étudiants de l'enseignement supérieur, ainsi que les chercheurs et techniciens en agronomie tropicale et les industriels de la biomasse.

Écrire pour être lu



Guide de rédaction scientifique. L'hypothèse, clé de voûte de la communication scientifique
Par D. Lindsay et P. Poindron
Éditions Quæ, 2011, 128 p.
15 €
Adresse Quæ, voir ci-contre

■ Rédiger une thèse, un article ou une synthèse de ses recherches est bien souvent un calvaire pour les étudiants ou chercheurs peu préparés à cette pratique pourtant indispensable si l'on veut que ses travaux soient publiés, diffusés et lus. Pour répondre aux nombreuses interrogations qui assaillent l'auteur devant sa feuille blanche, David Lindsay propose une méthode de rédaction fondée sur la logique de la recherche scientifique partant de l'hypothèse formulée en amont de toute recherche. L'ouvrage propose ainsi une structure et un style à respecter dans les revues scientifiques afin de rendre le message facilement accessible aux lecteurs. Sont également traitées la communication à un congrès, la réalisation de posters, la rédaction d'une thèse et d'un article de synthèse. Ce guide est destiné à tous les scientifiques en sciences biologiques, médicales, agronomiques, vétérinaires et sociales qui souhaitent mieux communiquer sur leurs travaux. Il doit permettre de répondre à toutes les questions auxquelles les auteurs sont confrontés tout au long du processus de rédaction.

Genre et communication



Communiquer le genre pour le développement rural
Par M. Villareal
FAO-Dimitra, 2011, 80 p.
<http://tinyurl.com/3ko4ldm>
Les clubs d'écoute communautaires – Un tremplin pour l'action en milieu rural
FAO-Dimitra, 2011, 58 p.
<http://tinyurl.com/3z6cxzz>

■ Deux rapports de l'équipe Dimitra de la FAO s'intéressent à la communication. Le premier, "Communiquer le genre pour le développement rural", s'intéresse à l'intégration du genre dans la pratique de la communication pour le développement. L'expérience du projet FAO-Dimitra a mis en évidence l'absence de prise en compte du genre dans les actions de communication, mais aussi la faible capacité en communication des organisations engagées sur la thématique genre. C'est ainsi que le projet s'est investi dans une réflexion sur la synergie entre genre, communication pour le développement et milieu rural, qui a débouché sur cette publication.

Le second rapport, "Les clubs d'écoute communautaires", relate les expériences des clubs d'écoute communautaires, mécanismes d'information et de communication participatifs mis en place par la FAO-Dimitra au Niger et en RDC. Ces clubs ont réussi à stimuler la mobilisation sociale des hommes et des femmes, le dialogue et l'échange de savoirs sur les pratiques agricoles, la nutrition, la lutte contre le sida ou l'accès à la terre. Ces échanges ont été relayés par les radios communautaires.

▼ Eau et assainissement

Ce guide méthodologique constitue un outil pour contribuer à généraliser la pratique du suivi-évaluation parmi les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale. Il est le fruit d'un groupe de travail composé de collectivités territoriales, d'agences de l'eau, d'ONG et d'une fondation, sur le thème du suivi-évaluation, et animé par le F3E, le pS-Eau et l'ARENE Île-de-France.

Concevoir et mettre en œuvre le suivi-évaluation des projets eau et assainissement. Guide méthodologique
Par D. Désille et V. Dussaux, pS-Eau et B. de Reviers, F3E
F3E, pS-Eau, ARENE, 2011, 62 p.
Téléchargeable gratuitement sur :
<http://tinyurl.com/3pftng3>

▼ Marchés mondiaux

Le 25^e rapport Cyclope propose une analyse de la conjoncture de l'ensemble des marchés mondiaux des matières premières agricoles et minérales, avec, en toile de fond, comme le précise son sous-titre : "Le printemps des peuples et la malédiction des matières premières", en référence aux révolutions arabes et à l'instabilité des marchés des produits.

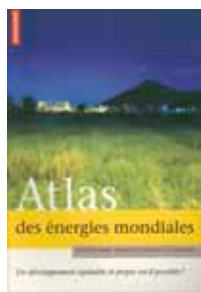
Cyclope. Les marchés mondiaux 2011
Sous la direction de P. Chalmin
Éditions Economica, 2011, 732 p.
ISBN 978-2-71786-034-4
125 €
Éditions Economica
49, rue Héricart
75015 Paris
France
Fax : +33 (0)1 45 75 05 67
<http://www.economica.fr>

▼ Eau et climat

La FAO propose, avec le rapport "Changement climatique, eau et sécurité alimentaire", une étude exhaustive sur les connaissances scientifiques actuelles relatives aux conséquences annoncées du changement climatique sur l'utilisation de l'eau dans l'agriculture. L'ouvrage doit aider les décideurs politiques dans leurs stratégies pour rendre les systèmes agricoles plus résistants au changement climatique.

Changement climatique, eau et sécurité alimentaire
Par H. Turral, J. Burke et J.-M. Faurès
FAO, 2011, 174 p.
ISBN 978-9-25106-795-6
Téléchargeable sur <http://tinyurl.com/3zubaw3>

L'enjeu énergétique



Atlas des énergies mondiales.
Un développement équitable et propre est-il possible ?
B. Barré, B. Mérenne-Schoumaker
Éditions Autrement, 2011, 96 p.
ISBN 978-2-74671-486-19 €
Éditions Autrement
77, rue du Faubourg-Saint-Antoine
75011 Paris, France
Fax : 33 (0)1 44 73 00 12
www.autrement.com

■ Les questions d'énergie font souvent la une de l'actualité. Pourra-t-on cultiver plus d'agrocarburants sans affamer la planète ? Le nucléaire est-il la solution pour l'environnement ? Le charbon peut-il être propre ? Les énergies renouvelables sont-elles viables ? La dégradation de l'environnement risque de se retourner contre les hommes et d'abord les plus démunis. Il est temps d'agir. Cet Atlas des énergies mondiales, riche de plus de 200 cartes et infographies, aide à comprendre les enjeux de l'énergie qui font débat en ce début de siècle. Après une présentation des grandes notions liées à l'énergie, l'ouvrage passe en revue la situation des grandes énergies fossiles et renouvelables avant d'aborder les relations complexes entre énergie et développement et énergie et environnement. Enfin, des pistes de réflexion sont proposées sur les contraintes qui se posent dans les choix énergétiques et sur les actions à développer pour que la consommation énergétique assure un développement équitable et propre.

▼ Secteur informel

Constatant la taille importante du secteur informel, sa sous-financiarisation, son manque d'épargne et d'investissements et la pauvreté de ses acteurs, cet ouvrage propose des pistes pour transformer ce secteur informel en secteur formel en jouant sur le levier de la microfinance.

L'économie informelle en Afrique subsaharienne
Par K. Djadjé
Éditions L'Harmattan, 2011, 249 p.
ISBN 978-2-29613-900-8
23 €
Éditions L'Harmattan
5-7, rue de l'École Polytechnique
75005 Paris, France
Fax : + 33 (0)1 43 25 82 03
www.editions-harmattan.fr

Intensification durable des cultures



Produire plus avec moins.
Guide à l'intention des décideurs sur l'intensification durable de l'agriculture paysanne
Sous la direction de S. Pandey
FAO, 2011, 400 p.
ISBN 978-92-5-206871-6 12215
32 €
<http://tinyurl.com/3os8not>

■ Le modèle actuel d'intensification de la production ne permet pas de relever les défis du nouveau millénaire qui consistent à nourrir mieux une population mondiale toujours en augmentation. Il va falloir apprendre à produire plus avec moins. Un nouveau modèle, dont la présentation est l'objet de cet ouvrage : l'intensification durable des cultures permet d'accroître la production sur une même superficie tout en préservant les ressources, en réduisant l'impact négatif sur l'environnement et en améliorant le capital naturel et le flux des services environnementaux. Pour cela, l'agriculteur doit redécouvrir l'importance primordiale de sols en bonne santé, disposer de variétés de plantes adaptées aux changements climatiques, mieux utiliser l'eau pour la préserver et revoir ses méthodes de lutte contre les ravageurs. De leur côté, les politiques et institutions de développement agricoles doivent être repensées en profondeur et des investissements massifs doivent être consentis pour soutenir la recherche et les transferts de technologie vers les pays en développement.

▼ La Chine vue d'Afrique

Dans sa dernière livraison, Alternatives Sud s'intéresse à une question qui fait l'objet de nombreuses polémiques : l'implication croissante de la Chine sur le continent africain et les effets de ce rapprochement sino-africain. La réflexion tente de sortir des clichés pour donner la parole aux premiers intéressés : les Africains.

La Chine en Afrique : menace ou opportunité pour le développement ? Points de vue du Sud
Alternatives Sud, vol. 18-2011/2
Éditions Syllepse, 2011, 184 p.
ISBN 978-2-84950-305-8
13 €
Éditions Syllepse
69, rue des Rigoles
75020 Paris, France
www.syllepse.net

Inépuisables champignons



Les champignons ectomycorhiziens des arbres forestiers en Afrique de l'Ouest
Par A. Bâ, R. Duponnois, M. Diabaté et B. Dreyfus
IRD éditions, 2011, 252 p.
ISBN 978-2-7099-1684-4
38 €
IRD éditions
44, boulevard de Dunkerque
13572 Marseille Cedex 02
www.editions.ird.fr

■ La symbiose ectomycorhizienne – symbiose entre la racine d'une plante et une colonie de champignons – joue un rôle majeur dans le fonctionnement des écosystèmes forestiers (productivité, régénération naturelle, etc.). Cet ouvrage a pour but de synthétiser les connaissances acquises sur ce phénomène biologique au cours des vingt dernières années en Afrique de l'Ouest, dans le cadre de travaux menés en partenariat par l'Institut de recherche pour le développement (IRD), le CIRAD et des instituts et universités sénégalais, burkinabè et guinéens. Il présente, dans un premier temps, la symbiose ectomycorhizienne dans son ensemble, de la diversité des partenaires impliqués (champignons et plantes hôtes) jusqu'à son application afin d'améliorer la croissance d'essences ligneuses. Il envisage enfin la production de champignons ectomycorhiziens comestibles en Afrique tropicale, qui peut également contribuer au développement socio-économique régional. Illustré de photographies en couleurs et de nombreux tableaux, cartes et graphiques, l'ouvrage s'adresse à un large public : des étudiants, chercheurs, enseignants aux décideurs.

▼ Développement et TIC

L'objectif de ce numéro de la revue Terminal est de confronter différents points de vue sur les relations entre technologies numériques de l'information et de la communication (TNIC) et développement durable : existe-t-il des TNIC "vertes" ? Quelles relations entre information et consciences environnementales ? Les TNIC sont-elles un outil pour le développement durable ?

Le développement durable à l'épreuve des TIC
Revue Terminal n° 106-107, 2011, 200 p.
ISBN 978-2-29613-968-8
20 €
<http://tinyurl.com/3d7d457>

Porcs en bonne santé



Bonnes pratiques en matière de biosécurité dans le secteur porcin : contraintes et solutions possibles dans les pays en développement ou en transition

FAO Production et santé animales n° 169, 2011, 108 p.
ISBN 978-9-25206-507-4
Téléchargeable gratuitement sur : <http://tinyurl.com/3co57f9>

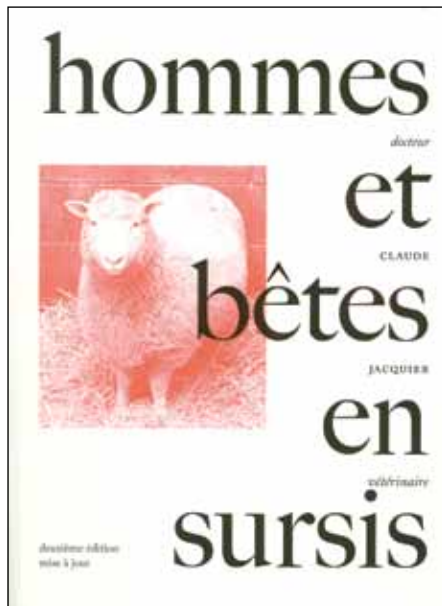
■ Les porcs sont sensibles à diverses maladies qui ont une incidence sur la productivité et, par voie de conséquence, sur les revenus des producteurs. La grippe pandémique de 2009 causée par une nouvelle souche du virus H1N1 d'origine porcine a en outre rappelé les risques pour la santé humaine découlant de la production du bétail. Dans ce contexte, le renforcement de la biosécurité doit être considéré comme prioritaire dans la prévention, le contrôle et l'éradication des maladies animales transfrontières (TAD). L'objectif est le changement des habitudes et des pratiques, de manière à diminuer le risque de transmission des maladies. Une approche participative favorise la sélection de mesures de biosécurité qui soient sans risques, réalisables, acceptables par les éleveurs sur la base d'un ratio coût/avantages et durables, ainsi que leur adoption. Ce document, qui décrit en détail les risques pour la biosécurité dans chaque système de production, s'adresse en premier lieu aux éleveurs de porcs, mais il sera également utile aux vétérinaires et aux prestataires de services techniques qui sont à même d'assurer la mise en place et l'application des mesures proposées.

▼ Microfinance en Afrique centrale

À quelles conditions la microfinance pourrait-elle apparaître comme une alternative crédible ou, au moins, un complément efficace des banques dans la zone CEMAC d'Afrique centrale ? Des pistes sont proposées dans cet ouvrage à partir des enseignements tirés des Rencontres internationales de microfinance de Yaoundé en 2007.

La microfinance à la croisée des chemins
Par J. Mbouombouo Ndam
Adresse L'Harmattan, voir p. 23

La planète malmenée



■ Le titre donne le ton : cet ouvrage dresse un inventaire peu réjouissant des agressions subies par notre environnement et de leurs conséquences sur la santé publique. Tandis que la productivité des élevages augmentait rapidement durant la seconde moitié du XX^e siècle avec le développement de l'élevage intensif et industriel, de nouvelles maladies faisaient leur apparition : SRAS, pneumonie atypique, vache folle, grippe aviaire... Dans le même temps, la nature s'est trouvée surexploitée tandis que la biodiversité fondait à vue d'œil. Toutes ces erreurs commises plus ou moins consciemment dans la gestion des ressources naturelles sont dénoncées avec force documents et exemples à l'appui dans cet ouvrage. Face à ce constat pessimiste, étayé par un

▼ Céréales et organisations paysannes

Le magazine *Défis Sud* de l'ONG belge-luxembourgeoise SOS Faim consacre ses deux derniers numéros 101 et 102 respectivement aux "Céréales pour nourrir le monde", notamment aux politiques céréalières internationales, et aux "Nouvelles alliances paysannes", avec de nombreuses interviews de leaders paysans du Sud.

Défis Sud n° 100 et 101
Consultables gratuitement sur : <http://tinyurl.com/3sh2vj7>

inventaire sans concession de tout ce qui va mal dans le monde et mis à la portée de tous par un important effort de vulgarisation, la conclusion se veut toutefois rassurante avec la multiplication des prises de conscience qui se font à tous les niveaux pour tirer les leçons d'un passé encore très récent et préparer ainsi un avenir meilleur.

Hommes et bêtes en sursis

Par Dr C. Jacquier
Éditions du Tricorne, 2011, 278 p.
ISBN 978-2-82930-307-4
29 €
Éditions du Tricorne
14, rue Lissignol
1201 Genève, Suisse
www.tricorne.org

POUR OBTENIR LES PUBLICATIONS

Les publications du CTA identifiées dans *Spore* par la feuille verte sont disponibles gratuitement pour les abonnés au Service de distribution des publications (SDP) du CTA. Les autres lecteurs peuvent les acheter auprès du distributeur commercial du CTA. Seules les organisations agricoles et rurales et les particuliers résidant dans les pays ACP peuvent s'abonner au SDP. Les abonnés au SDP bénéficient chaque année d'un certain nombre d'unités de crédit gratuites pour obtenir des publications du catalogue du CTA. La liste des publications disponibles est consultable dans le catalogue électronique du CTA (<http://cta.esmarthosting.net/>). Toutes les autres publications, qui sont précédées d'un carré, sont disponibles chez les éditeurs mentionnés ou dans les librairies.

Distributeur commercial

SMI (Distribution Services) Ltd
PO Box 119, Stevenage
Hertfordshire SG1 4TP
Royaume-Uni
Fax : + 44 1438 748844
E-mail : CTA@earthprint.co.uk

ÉVÉNEMENTS

Innovations en vulgarisation



**INNOVATIONS DANS LES SERVICES
DE VULGARISATION ET DE CONSEIL
CONFÉRENCE INTERNATIONALE
15 – 18 NOVEMBRE 2011
NAIROBI, KENYA**

© CTA

Les préparatifs de la Conférence internationale sur les innovations dans les services de vulgarisation et de conseil avancent bien. La conférence, qui se déroulera à Nairobi du 15 au 18 novembre 2011, compte déjà 17 partenaires. (lire page 26)

4 QUESTIONS À STÉPHANE GAMBIER

Coordinateur de programme senior des Publications du CTA



Diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris, Stéphane est titulaire d'un Executive Master en Management des médias et du numérique. Il bénéficie d'une grande expérience dans la communication et l'édition et de connaissances géopolitiques et socio-économiques approfondies.

1 *Le CTA est réputé pour son activité éditoriale. Quels sont les temps forts de 2011 ?*

Nous avons lancé deux nouvelles collections. La première, Pro-Agro, est une collection d'ouvrages pratiques pour les

communautés rurales et les vulgarisateurs. Elle est éditée en partenariat avec Ingénieurs sans frontières Cameroun, en réponse à notre mission de développement des capacités ACP dans le domaine de l'édition. La seconde collection, les "Notes politiques du CTA", est destinée aux responsables politiques. Un thème d'actualité y est décrypté : état des lieux, avis d'experts, options politiques. Mais 2011 a aussi été marqué par le développement de notre futur site de distribution en ligne, CTA Éditions, qui permettra de commander des publications en ligne, mettre à jour ses informations personnelles et télécharger des e-publications.

éventail de médias via divers canaux de communication.

3 *Comment voyez-vous le rôle du CTA dans le développement de l'édition numérique dans les pays ACP ?*

Il s'agira d'accompagner les éditeurs et organisations ACP dans leur choix des meilleures technologies, des dispositifs juridiques et organisationnels les plus adéquats ou dans l'application du modèle économique le plus efficace. Le débat sur le libre accès, la rémunération de l'activité intellectuelle ou le logiciel libre bat son plein. Les organisations ACP doivent faire entendre leur voix dans ce débat.

2 *De nos jours, on parle beaucoup de e-publication. Quelles seront les conséquences pour l'édition en termes de développement rural et agricole dans les pays ACP ?*

La révolution de l'édition ne fait que commencer. Le fichier numérique permet d'imprimer un texte, de l'indexer, le commenter, le transmettre et le stocker facilement. Les conséquences pour le développement agricole sont immenses en termes de facilité de gestion des ressources documentaires, d'édition en différents formats et de partage d'informations sur un large

4 *Comment les organisations ACP intéressées peuvent-elles nouer un partenariat d'édition ou de communication numérique avec le CTA ?*

Notre nouveau plan stratégique dégage un certain nombre de thèmes prioritaires : développement des chaînes de valeur, appui à l'élaboration des politiques agricoles, etc. Il existe encore des lacunes dans l'édition et sur le Web en la matière et nous comptons les combler en recevant des propositions d'éditeurs ou organisations ACP.

Mes 5 dates

- 1987** Premiers reportages en Asie et au Moyen-Orient pour le journal *Le Monde*
- 1993** Interviews de Yitzhak Rabin et Yasser Arafat pour RFI durant les Accords d'Oslo
- 1994** Gestion de la communication pour le premier Sommet des chefs d'État et de gouvernement sur le sida
- 1995** Lancement de Marceau Presse, agence de communication Web et maison d'édition
- 2002** Lancement du magazine *Hôtel & Lodge*, en France, en Italie et aux Pays-Bas.



ÉVÉNEMENTS

Innovations en vulgarisation

(suite de la page 25) La conférence a suscité un vif intérêt dans toute la zone ACP et au-delà. À ce jour, 729 participants sont inscrits. Si les inscriptions pour les participants pris en charge sont désormais closes, il est encore temps, pour ceux qui souhaitent acquitter leurs droits d'inscription, de s'inscrire.

Un panel ministériel de très haut niveau est attendu en provenance d'Éthiopie, du

Kenya, du Malawi, du Rwanda et de Sierra Leone. Parmi les principaux conférenciers, on comptera notamment le Professeur Monty Jones, président de l'AGRA, un spécialiste brésilien de la vulgarisation et deux agriculteurs du Sénégal et de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Les organisateurs de l'événement ont récemment lancé un certain nombre de formules de

parrainage pour les entreprises qui souhaitent profiter de cet événement pour accroître la visibilité de leurs produits et services.

Rendez-vous sur :

<http://extensionconference2011.cta.int> pour plus d'informations sur les formules de parrainage et les inscriptions, ainsi que sur les dernières informations relatives à la conférence.

CARAÏBES

Le CTA à la Semaine caribéenne de l'Agriculture

La Semaine caribéenne de l'Agriculture 2011 (CWA) est le temps fort du calendrier agricole de la zone caraïbe. Cette année, cet événement se déroulera en Dominique du 10 au 14 octobre. La CWA propose un espace de dialogue entre les décideurs politiques au plus haut niveau et les acteurs clés des politiques régionales.

Depuis 2003, le CTA est activement impliqué dans la CWA. Cette année, il soutiendra plus particulièrement deux ateliers au cours de cette semaine. Le premier atelier sera consacré à l'adaptation au changement

climatique dans les Caraïbes et traitera du défi posé par la gestion de l'eau. Il est organisé conjointement par le CTA, le CARDI, le Centre de la communauté caribéenne pour le changement climatique et l'Institut caribéen de météorologie et d'hydrologie (CIMH). Le second atelier portera sur la cohérence et les liens entre les différentes composantes de la Politique régionale de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il sera parrainé par l'IICA, le CaRAPN et le Secrétariat du CARICOM.

De plus, le CTA a noué un partenariat

avec l'IICA, le CaRAPN et l'Association des professionnels de la presse des Caraïbes (ACM), pour accueillir une table ronde sur le thème de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'ACM, l'IICA, le CARDI et le CTA annonceront aussi ensemble le prix des journalistes de l'"Excellence dans la communication sur l'agriculture" le 12 octobre.

Enfin, la réunion du Comité consultatif sur les sciences et technologies du CTA aura lieu pendant cet événement.

TEXTOS

- Vous souhaitez débiter votre carrière professionnelle au CTA ? Gardez un œil sur notre page d'annonces à www.cta.int
- Le CTA va lancer en décembre son nouveau catalogue des publications
- Un protocole d'entente a été signé entre le CTA et l'Université de Wageningen pour renforcer leur collaboration de longue date
- Concours de blog sur les jeunes et l'agriculture (YoBloCo Awards) : vous pouvez soumettre votre blog jusqu'au 31 octobre 2011

EMPLOI

Transformation rurale



Le 24^e Briefing de Bruxelles sur le développement, intitulé "Principaux facteurs de transformation rurale en Afrique : création d'emplois et croissance rurale", s'est tenu le 14 septembre. Ce Briefing a débattu des principaux défis induits par les processus de transformation rurale. Plusieurs conférenciers de haut niveau, tels que le Dr Ibrahim Mayaki du NEPAD, le Prof. Peter Hazell de l'École des études orientales et africaines de Londres, et Paul Dorash de l'IFPRI, ont partagé des perspectives différentes sur les processus de transformation rurale à travers les continents. Le débat s'est concentré sur l'emploi rural et les marchés ruraux de l'emploi, nécessaires pour créer de la croissance et du développement économique. Le Briefing a rassemblé plus de 150 participants et une centaine ont pu suivre les débats en ligne. Le Briefing a été organisé en partenariat avec le CTA, l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, la Commission européenne (DG DEVCO), le Secrétariat ACP et Concord, entre autres.



Champignons, trésors méconnus

Mme Isabelle Lagaillarde nous a écrit après avoir lu l'article sur les forêts dans le numéro 153. Selon elle, les champignons sauvages sont un produit forestier important mais sous-estimé. Ainsi, dans le monde entier, de nombreuses et précieuses espèces de champignons sauvages comme les bolets, les cantharellus ou les morchellas poussent naturellement en symbiose avec le sous-bois local. Ces champignons sont très recherchés dans les pays développés et l'exploitation soignée et bien gérée de cette ressource naturelle pourrait contribuer non seulement à la préservation des forêts, mais également au développement de l'économie locale.



Moins de TIC dans Spore

M. Hans Neher nous écrit : "... un peu moins de technologies de l'information serait souhaitable. Qui, parmi les agriculteurs ou les populations rurales, possède du temps à consacrer aux TIC, alors que les problèmes sont mondiaux et qu'ils nous dépassent ? J'ai toujours pensé que *Spore* s'adressait essentiellement à la population rurale..." Et vous, qu'en pensez-vous ?

Aider les jeunes

M. Yacouba Diallo était ravi de lire l'interview que nous avons menée avec notre collègue José Filipe Fonseca ! La suggestion de José notant qu'actuellement le secteur agricole n'est pas perçu comme suffisamment attirant pour la jeunesse a sonné juste aux oreilles de M. Diallo. Oui, dit-il, pour réellement impliquer les jeunes dans ce secteur, il faut leur offrir une sécurité financière et des emplois. Pour cela, M. Diallo croit qu'il est nécessaire de développer des politiques encourageant les jeunes à investir dans l'agriculture. Ces politiques, écrit-il, devraient comprendre l'accès aux terres agricoles rurales et périurbaines, le soutien à la production et le développement de crédits pour les jeunes agriculteurs. Tout cela devrait,

selon lui, être étayé par un programme de formation de la jeunesse aux activités entrepreneuriales dans le secteur agricole.



L'agriculture, créatrice d'emplois

Pour réagir à notre article sur la volatilité des prix, publié dans le numéro 154, M. Norbert Eboh affirme que, selon lui, les gouvernements ACP devraient en faire plus pour inciter la jeunesse à s'impliquer dans l'agriculture. Avec un nombre élevé de diplômés universitaires enthousiastes, il devrait y avoir beaucoup d'opportunités de création d'emplois dans ce secteur, de la production à la commercialisation.

TEEAL pour le développement

Nous recevons de nombreux témoignages d'organismes de recherche et universités qui ont reçu la base de données agricole TEEAL grâce au soutien du CTA.

Mme Hilda Vasanthakalam, de l'Institut des sciences et technologies de Kigali au Rwanda, nous a récemment fait part de son enthousiasme à la réception du disque dur. "Je suis certaine que c'est un grand progrès pour notre service et pour l'Institut, qui va considérablement faciliter nos études, recherches, publications et l'amélioration de

nos connaissances en général." TEEAL est la "Bibliothèque agricole numérique essentielle" éditée par l'Université de Cornell. Elle comprend les articles en texte intégral de plus de 200 revues agricoles, accessibles sans connexion à Internet. Nous souhaitons bonne route à tous les bénéficiaires dans leur voyage à travers la littérature mondiale sur le développement agricole et rural.

Services aux lecteurs Écrire à Spore

CTA — rédaction de *Spore*
PO Box 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas
Fax : + 31 317 460067
E-mail : spore@cta.int

S'abonner à Spore

RECEVOIR LA VERSION IMPRIMÉE
L'abonnement est :

- gratuit pour les organisations et particuliers vivant dans les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et dans l'UE : CTA *Spore* subscriptions, PO Box 173 6700 AJ Wageningen Pays-Bas ou spore@cta.int
- payant pour toute autre adresse : 36 € par an (6 numéros) : abonnement à souscrire auprès du distributeur commercial (voir page 24).

RECEVOIR LE RÉSUMÉ
GRATUIT PAR E-MAIL

Abonnez-vous à l'édition e-mail (90 kb) à :
<http://spore.cta.int>
ou envoyez un e-mail vierge à :
join-spore-fr@lists.cta.int
Pour la version texte seulement :
join-spore-text-fr@lists.cta.int

LIRE *SPORE* SUR ÉCRAN

- sur le Web : consultez spore.cta.int
- par satellite : captez les émissions de *Spore Plus* sur les canaux d'Afristar des programmes multimédia de First Voice International. Informations détaillées : spore@cta.int

Reproduire Spore

- Pour un usage non commercial, les articles de *Spore* peuvent être librement reproduits à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie à la rédaction.
- Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.



Le commerce ACP analysé et décrypté

<http://agritrade.cta.int>



agritrade

Les dernières informations sur le
commerce agricole et la pêche ACP-UE

